

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE ET DE SCIENCES POLITIQUES

Faculté des lettres et sciences humaines

Université de Sherbrooke

UNE ONZIÈME PROVINCE? LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT  
RÉGIONAL EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 1960-1970

par

VINCENT ROUSSON , 1975 -

Bachelier ès lettres (histoire)

de l'Université de Sherbrooke

I-1895

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

pour obtenir

LA MAÎTRISE ÈS ARTS (HISTOIRE)

Sherbrooke

2 décembre 2001

*\* Il ne manque pas de page à ce mémoire (p. 65)  
Erreur de pagination.  
25/3/03 STP*

## **Composition du jury**

### **UNE ONZIÈME PROVINCE? LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 1960-1970**

M. Vincent Rousson

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

M. Jean-Herman Guay, directeur de recherche  
(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences  
humaines)

M. Guy Laperrière  
(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences  
humaines, Université de Sherbrooke)

Mme Christine Hudon  
(Département d'histoire et de sciences politiques, Faculté des lettres et sciences  
humaines, Université de Sherbrooke)



## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise tentera d'apporter un regard neuf sur l'évolution de l'Abitibi-Témiscamingue entre les années 1960 à 1970. Cette période sera à la fois marquée par une prise de conscience des nombreux problèmes présents dans cette région et d'une mobilisation de la population pour prendre en main son avenir. À travers les efforts de consolidation des acquis régionaux et de développement, on verra naître un mouvement singulier : le comité de la onzième province. Un petit groupe revendiquera, auprès des autorités gouvernementales, des grandes compagnies et des médias, des changements dans la gestion de la région. Ce groupe menacera de créer une nouvelle province canadienne dans l'éventualité où leurs demandes ne seraient pas acceptées. Nous examinerons ainsi quels ont été les impacts du projet pour la onzième province et des organismes voués au développement de l'Abitibi-Témiscamingue sur la croissance de cette région.

À Manon,

sans qui ce mémoire n'aurait probablement jamais  
vu le jour.

## Remerciements

Au départ, ce mémoire devait être réalisé dans un laps de temps assez rapproché. Or, plusieurs événements sont venus perturber la rédaction et ma motivation. Je tiens à remercier Jean-Herman Guay pour sa grande patience durant ce long processus. J'aimerais aussi témoigner ma reconnaissance envers Peter Gossage et Guy Laperrière pour leurs nombreux et judicieux commentaires. Je veux également souligner l'implication financière de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et de l'Université de Sherbrooke dans la réalisation de ce mémoire. Grâce à leur soutien financier, j'ai été en mesure de couvrir les frais reliés à mon mémoire et terminer celui-ci! Finalement, je ne peux passer sous silence les nombreuses personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de ce mémoire, parents, ami(e)s, le personnel des Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda et les membres du comité pour la 11<sup>e</sup> province.

Merci!

## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	II
Table des matières	III
Liste des sigles	VII
Liste des tableaux et des graphiques	VIII
Liste des cartes	IX
 INTRODUCTION	 1
 1. Le cadre territorial	 3
2. La périodisation	4
3. La problématique	5
4. Les sources et la méthodologie employées	6
4.1 Les sources manuscrites, le dépouillement manuel et leurs complications	6
4.2 Les sources orales, la méthodologie et leurs complications	8
5. Le plan	11

## CHAPITRE 1 : La situation précaire du Nord-Ouest québécois au tournant des années 1950

1. Le développement économique	16
1.1 Le gouvernement et les compagnies : partenaires de l'appauvrissement	18
1.2 Les perspectives régionales selon les secteurs d'activité économique	21
1.2.1 L'industrie forestière	22
1.2.2 L'agriculture	24
1.2.3 L'industrie minière	25
2. Un portrait de la région	27
2.1 L'éloignement géographique	27
2.2 Les changements démographiques	30
2.3 Les conditions de vie	33
2.3.1 Un exode causé par l'économie	33
2.3.2 Les biens et services	38
2.4 Les couloirs décisionnels	39

## CHAPITRE 2 : L'implication de la population abitibienne et du gouvernement québécois dans le développement du Nord-Ouest québécois

1. La prise en charge du développement régional par la population	43
1.1 Le Conseil de bien-être régional	43
1.2 Le Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois	46
1.3 La naissance du CERNOQ et du CRDAT	47

2. L'implication gouvernementale dans le développement du Nord-Ouest québécois	51
2.1 Deux visions antagonistes	51
2.1.1 La version régionale	51
2.1.2 La version gouvernementale	54
2.2 La création de l'Office de planification du Québec	56
2.2.1 Son mandat	58
2.2.2 L'implication du milieu en ce qui concernela réalisation de la mission	60
2.3 Les résultats de la Mission de planification	62

### CHAPITRE 3 : Le projet d'une onzième province au Canada

1. La courte histoire du comité pour la onzième province, 1966-1968	67
1.1 La constitution du comité	68
1.2 Le rôle du Nord-Est ontarien dans le projet	71
1.2.1 Les relations frontalières des deux régions	71
1.2.2 L'implication ontarienne dans le projet	75
1.3 Les revendications du comité	76
1.4 La réaction régionale face au comité	80
1.5 La réaction du gouvernement québécois et des élus de la région	82
2. Les effets du régionalisme sur la problématique abitibienne	85
2.1 Une définition du régionalisme	87
2.2 La naissance du régionalisme en Abitibi-Témiscamingue	89
2.3 Les efforts du gouvernement québécois pour contrer les effets du régionalisme	92

CONCLUSION	96
ANNEXES	104
BIBLIOGRAPHIE	113

## LISTE DES SIGLES

ANQ-RN	Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda
CDSNOQ	Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois
CER	Conseil économique régional
CERNOQ	Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois
CRDAT	Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec



## LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

### TABLEAUX

#### Tableau 1

Les scieries en Abitibi-Témiscamingue, 1941-1950	23
--	----

#### Tableau 2

Valeur de la production minérale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Québec, 1927-1950	26
--	----

#### Tableau 3

Estimation de l'accroissement naturel et des soldes migratoires en Abitibi-Témiscamingue, par période quinquennale, 1951-1976	34
--	----

### GRAPHIQUE

#### Graphique 1

Le plan Vautrin et les établissements au Québec, 1935-1937	32
--	----

## LISTE DES CARTES

### Carte 1

L'Abitibi-Témiscamingue, 2000-2001 3

### Carte 2

La région de Chapais-Chibougamau 17

### Carte 3

Le réseau routier de l'Abitibi-Témiscamingue 29

### Carte 4

Évolution du peuplement de l'Abitibi-Témiscamingue 36

### Carte 5

Les limites géographiques de la 11<sup>e</sup> province canadienne 73

## INTRODUCTION

L'Abitibi-Témiscamingue, vaste région reconnue pour son abondance de lacs et de forêts, a été intégrée à la province de Québec seulement à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que le territoire ait été occupé depuis plusieurs siècles par les Amérindiens<sup>1</sup>, les colons québécois ont tardé à s'y intéresser. La crise économique des années 1930 a provoqué un déferlement démographique sur le Nord-Ouest québécois. En l'espace d'une trentaine d'années, cette région est passée d'un endroit méprisé par la population québécoise comme étant une terre hostile et inexploitable, à une terre garante de leur avenir.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de mieux comprendre les raisons qui ont poussé les colons à s'aventurer dans le Nord-Ouest québécois. La colonisation témiscabitiébienne est très bien documentée<sup>2</sup>, mais malheureusement, les années qui ont suivi cette vague de développement demeurent floues et parfois confuses du point de vue

---

1 Odette VINCENT *et al.* « Une présence plus que millénaire », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Coll. « Les régions du Québec », 7, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 69.

2 Pour avoir la liste de toutes les études reliées au développement de la région, voir Benoît-Beaudry GOURD. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn, Université du Québec, 1973, 270 p. ; Benoît-Beaudry GOURD. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, supplément*, Rouyn, Université du Québec, 1975, 214 p. ; Benoît-Beaudry GOURD et Hélène LAVALLÉE. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, deuxième supplément*, Rouyn, Université du Québec, 1977, 202 p. ; Benoît-Beaudry GOURD et André BELAND. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, troisième supplément*, Rouyn, Centre de documentation régionale, 1979, 94 p.

historique. De là mon intérêt pour ce mémoire de maîtrise, car un de mes objectifs était de contribuer à la recherche historique de ma région.

Plusieurs thématiques pouvaient être abordées car tout était à faire. Le récent ouvrage d'Odette Vincent sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue effectue un bilan général de la jeune histoire de cette région. Toutefois, les années suivant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas fait l'objet d'études aussi poussées que la période de la colonisation. L'ouvrage effectue alors un survol rapide et très général sur ces années qui, pourtant, ont été marquantes pour cette région. C'est en consultant ce volume que j'ai réussi à trouver mon objet d'étude. Un tout petit article, à peine une demi-page portait sur un événement inusité dans l'histoire de cette région, mais qui révélait un malaise criant.

Le projet d'une onzième province canadienne avait vu le jour en Ontario en 1966 et s'était rapidement propagé en sol québécois (voir annexe 3). Une poignée d'hommes d'affaires voués au développement de leur région, mais conscients du désintéressement dont ils faisaient face aux yeux des grands centres de la province, avaient vu une opportunité de faire parler d'eux et, qui sait, peut-être améliorer le sort de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce comité témoignait très bien du degré d'insatisfaction qui régnait dans la région. Quelque chose devait être fait et le plus vite possible afin de sortir la région de son marasme économique et démographique.

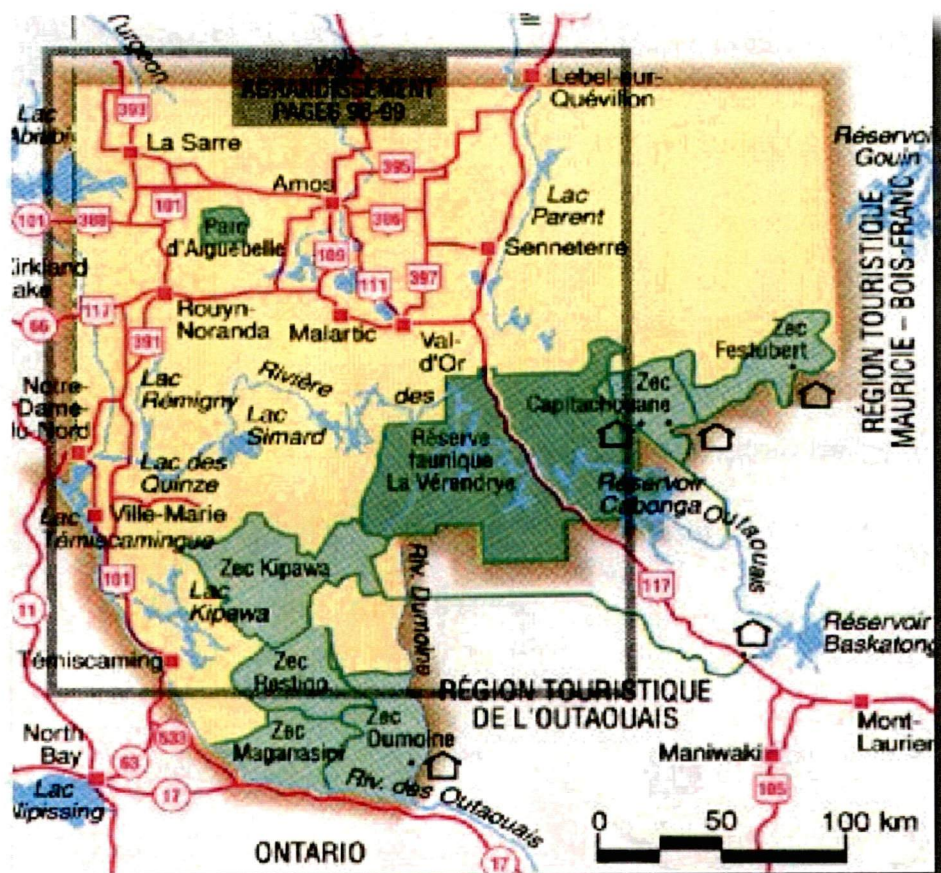


## 1. Le cadre territorial

Le cadre territorial de mon analyse porte sur l'Abitibi-Témiscamingue (cette région va modifier son appellation de Nord-Ouest québécois au courant des années 1960). Or, malgré le fait que le comité de la onzième province militait pour l'ensemble de la région, l'essentiel du mouvement et de ses activités se sont déroulés en Abitibi.

### Carte 1

L'Abitibi-Témiscamingue, 2000-2001



Source : Tourisme Abitibi-Témiscamingue  
<http://www.48nord.qc.ca/>, 5 mai 2001

Les membres fondateurs provenaient majoritairement de la ville de Val-d'Or et la base de leur opération s'est effectuée là. L'impact du Nord-Est ontarien et du Témiscamingue sur le noyau décisionnel du comité fut d'ailleurs très minime. De plus, les différents comités et organismes voués à la promotion et au développement du Nord-Ouest québécois, entre les années 1960 et 1970, furent concentrés sur le territoire abitibien.

Malgré l'apport restreint de ces régions dans le projet, je n'ai pas négligé leur impact dans l'étude de ce comité et de ses revendications sur le plan régional et provincial. Toutefois, l'ajout de ces territoires dans cet exercice n'aurait provoqué que des éléments redondants et parfois superflus.

## 2. La périodisation

L'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Lesage provoque une explosion, une effervescence et un bouillonnement intellectuel déjà amorcés par l'Union nationale de Maurice Duplessis. Or, les régions ont également été touchées par cette onde de choc : on verra apparaître dans le Nord-Ouest québécois l'éclosion d'une vague de contestations et de revendications.

Depuis l'annexion de l'Abitibi au Québec en 1898<sup>3</sup>, cette région n'avait jamais vraiment contesté les directives étatiques du Québec; mise à part leur adhésion au Crédit social

---

<sup>3</sup> Alain GRAVEL. *Centenaire de l'Abitibi en territoire québécois, 1898-1998*. Rouyn-Noranda, Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue, 1998, 154 p.

avec en tête le légendaire Réal Caouette.<sup>4</sup> Le projet de la onzième province vient s'insérer dans ce mouvement contestataire et revendicateur des années 1960. Contrairement à la croyance populaire, le mouvement de la onzième province ne s'est pas déroulé sur une période de dix ans, mais seulement en huit mois.<sup>5</sup>

L'essoufflement du comité pour la onzième province au début des années 1970 et son démantèlement sont dus à plusieurs facteurs. Le décès de Wilfrid Sabourin, président du comité pour la onzième province, et la création de divers organismes régionaux visant à améliorer le sort des Abitibiens viendront en quelque sorte calmer les ardeurs revendicatrices. Quoi qu'il en soit, le projet d'une onzième province va disparaître rapidement, mais la population régionale n'oubliera jamais cet épisode de son histoire.

### 3. La problématique

La problématique qui me semble la plus juste concernant cette recherche est celle-ci : quels ont été les impacts du projet pour la onzième province et des organismes voués au développement de l'Abitibi-Témiscamingue, entre les années 1960 et 1970, sur la croissance de cette région? Nous avons ici une occasion de mieux saisir l'ampleur de ces comités et organismes sur le développement régional. Les premières constatations

---

<sup>4</sup> Dans cette recherche, l'étude du Crédit social et de Réal Caouette a été mise de côté, car plusieurs études ont très bien documenté l'influence de ce mouvement dans le développement de la région.

<sup>5</sup> Le comité pour la 11<sup>e</sup> province est officiellement né vers le mois de juillet 1967 et ses activités ont pris fin en février 1968. Or, certains membres, dont M. Jean-Pierre Bélanger, ont travaillé à la mise sur pied du comité à partir de 1966. Ainsi, le comité a eu une durée de vie de



semblent indiquer que ces interventions n'ont pas été très productives. Néanmoins, nous ne pouvons affirmer ou infirmer que ces suggestions et efforts, même si ceux-ci ont semblé farfelus à l'occasion, n'ont pas eu de conséquences sur la région. La périodisation choisie dans cette problématique représente le moment où les interventions régionales furent à leur paroxysme : on pouvait sentir chez la population une volonté de changements coûte que coûte.

#### 4. Les sources et la méthodologie employées

Mes sources ont été principalement extirpées en Abitibi. On pouvait retrouver plusieurs dépôts d'archives concernant cette période de l'histoire régionale. J'ai été obligé de faire de longues distances afin de retrouver les documents reliés à mon mémoire. L'étendue du territoire et la dispersion des dépôts d'archives m'ont contraint à me déplacer régulièrement. Je devais ainsi partir plusieurs jours à la fois. Cela impliquait une bonne gestion de mon temps, mais aussi des frais de transport, de repas et de photocopies assez élevés.

##### 4.1 Les sources manuscrites, le dépouillement manuel et leurs complications

Toutes les sources manuscrites en ma possession ont été dépouillées manuellement. Seules les Archives nationales possédaient un inventaire complet de leur dépôt d'archives. Le repérage des documents reliés à mon sujet en a donc été facilité.

---

huit mois, mais le projet est né à partir de 1966. Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 911 Avenue Brébeuf, Val-d'Or, 31 août 1999, Entrevue (45 minutes).



Tous les documents qui portaient sur ma problématique ont été trouvés et analysés. Toutefois, les autres établissements visités (Société d'histoire de Val-d'Or, Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, Ministère des régions) n'avaient pas inventorié leurs archives. J'ai donc été contraint de dépouiller chacune des boîtes entreposées. J'ai feuilleté tous les documents de façon à pouvoir identifier ceux qui étaient pertinents pour cette recherche.

La majorité de mes sources proviennent des Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda. Une innombrable quantité de documents reliés au développement de la région y sont entreposés. Or, les archivistes m'ont affirmé que très peu de spécialistes ont analysé ces documents. J'ai ainsi été en mesure de consulter des procès verbaux, des rapports, des mémoires, des extraits de journaux provenant de partout en province, des extraits d'émissions radiophoniques et télévisuelles, etc.

La Société d'histoire de Val-d'Or a également été un endroit où l'on pouvait retrouver une manne d'informations reliées au développement régional.<sup>6</sup> J'ai également eu la chance d'obtenir la permission de consulter les archives privées du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (Dorénavant appeler CRDAT). J'ai ainsi pu mettre la main sur des documents remplis de renseignements inédits.

---

<sup>6</sup> Au début de ma maîtrise, je pouvais compter sur l'aide de la Société d'histoire. Toutefois, faute de ressources pécuniaires, la Société a dû fermer ses portes pendant plus d'un an. Une mine d'informations dormait dans cet édifice et personne ne pouvait y accéder. J'ai ainsi approché le conseil d'administration afin d'obtenir la permission de consulter leurs archives, mais ma demande a été rejetée. J'ai dû attendre la réouverture de la Société d'histoire afin de pouvoir m'aventurer dans leurs archives.

Le ministère des Régions m'a aussi permis l'accès à son dépôt d'archives. Bien que ce ministère analyse la situation actuelle du développement régional, plusieurs documents font référence à la situation d'après-guerre en Abitibi-Témiscamingue.

#### 4.2 Les sources orales, la méthodologie et leurs complications

Ce mémoire a voulu innover en recourant à des entrevues orales effectuées avec les personnes impliquées dans le développement de la région durant les années 1960. Les entrevues apporteront une vision plus humaine sur le développement régional. Ce genre de sources offre la possibilité aux historiens d'analyser un événement avec les véritables acteurs et peut-être de découvrir des renseignements jusque là encore inconnus. Trop souvent, les recherches en histoire tendent à diminuer l'importance de ce genre de source. Comme l'indique Hann Russell, les gens qui ont fait partie de l'histoire demeurent dans l'ombre et obtiennent rarement la chance de s'exprimer.<sup>7</sup> Ces entrevues deviennent d'autant plus importantes parce que l'on ne retrouve pas beaucoup d'informations sur le projet de la onzième province. L'utilisation de cette source avait pour but de pousser plus loin mon analyse, mais aussi de vérifier si mon interprétation des problèmes régionaux était exacte.<sup>8</sup>

---

<sup>7</sup> Terry CROWLEY *et al.* *Clio's Craft : A Primer of Historical Methods*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1988, p. 43.

<sup>8</sup> Selon Nicole Gagnon et Jean Hamelin, « l'histoire orale intervient après des recherches préliminaires sur un objet et la mise en forme d'un cadre d'analyse. L'histoire orale sert alors à vérifier une interprétation bâtie d'avance [...] » Nicole GAGNON et Jean HAMELIN. *Méthodes des sciences humaines : l'histoire orale*, [s.l.], Éditions Edisem inc., 1978, p. 19.

Pour ce faire, je me suis renseigné adéquatement sur les bien faits et les difficultés qu'engendre ce genre de source. Comme nous l'indique Stephen Everette :

To use oral history properly, the historian must understand its strengths and weaknesses. Good interviews provide background information, personal insights, or anecdotes rarely found in official documents. These contributions, together with oral history's ability to capture and preserve information that may not otherwise be saved, illustrate some benefits of the technique.<sup>9</sup>

J'ai ainsi consulté de nombreux volumes, des sites webs et des spécialistes en la matière. Benoît-Beaudry Gourd, historien et chercheur en histoire régionale, m'a fourni des renseignements et des techniques indispensables au bon déroulement des entrevues.<sup>10</sup>

De plus, j'ai basé mon approche sur celle de l'«Oral History Association». Fondée en 1967, cette association aide les historiens dans leur pratique de l'histoire orale. J'ai pris connaissance de cette communauté d'historiens en consultant leur site sur internet.<sup>11</sup> Cette association m'a fourni des données sur les côtés techniques et éthiques de la recherche en histoire orale. Les membres de l'«Oral History Association»

---

9 Stephen EVERETTE. *Oral History, Techniques and Procedures*, <http://www.army.mil/cmh-pg/books/oral.htm>, 8 juin 1999.

10 Celui-ci a constitué une banque d'entrevues orales, au courant des années 1970, sur les nombreux colonisateurs et leurs périples en terre nordique. Son expérience, dans le domaine des entrevues orales et de l'histoire régionale, m'a offert l'opportunité d'approfondir pleinement ce genre de sources et son utilité.

11 *Oral History Evaluation Guidelines*, [http://www.baylor.edu/Oral\\_History/Introduction.html](http://www.baylor.edu/Oral_History/Introduction.html), 8 juin 1999.



ont mis sur pied un guide pour les chercheurs afin de respecter les droits de la personne interviewée.<sup>12</sup>

Une fois mon sujet circonscrit, j'ai bâti mes grilles de questions.<sup>13</sup> Ces grilles contenaient des questions d'ordre général, mais aussi des questions plus précises. Il est important de mentionner que ces questions n'ont pas un ordre prédéterminé et qu'elles peuvent être substituées pour d'autres. Il est primordial pour l'intervieweur de pouvoir jongler avec ses questions au courant de l'entrevue. Il est aussi important de mentionner que cette source comporte certains problèmes lors de son utilisation. La validité de l'information fournie par la personne interviewée risque parfois d'être remise en cause.

De plus, l'historien risque d'influencer les réponses et son questionnaire peut comporter des lacunes d'ordre méthodologique. La vigilance et le degré de préparation du chercheur deviennent très importants afin de bien effectuer les entrevues.<sup>14</sup> Toutefois, je crois qu'il demeure essentiel d'utiliser cette source, car elle seule m'a permis d'élucider le mystère du projet de la onzième province. Il serait regrettable de mettre de côté cette source, car, comme l'indique Samy Cohen, les archives ne révéleront pas tout.<sup>15</sup>

---

12 J'ai inséré en annexe 1 une reproduction de ce guide.

13 J'ai inséré en annexe 2 un exemple de grille que j'ai utilisée au cours de mes entrevues.

14 Denis PESHANSKI *et al.* *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Éditions complexe, 1991, p. 78.

15 Denis PESHANSKI *et al.* *Histoire politique et sciences sociales*, *loc. cit.*

J'ai par la suite dressé une liste des différentes personnes reliées de près et de loin au développement régional durant ces années et au mouvement de la onzième province. Je prévoyais au départ interviewer une dizaine de personnes. Ces gens étaient les personnages clés dans l'histoire de la région comme les députés provinciaux, les membres de la Chambre de Commerce de Val-d'Or, les membres du comité de la onzième province, les journalistes de l'époque, etc.<sup>16</sup> D'ailleurs, mes recherches m'ont permis de mettre la main sur des documents me donnant l'avis de plusieurs personnes reliées au développement régional. Il fut alors convenu d'interviewer seulement les membres du comité de la onzième province.

À mon grand étonnement, la majorité des membres ont refusé de m'accorder une entrevue. Leurs propos étaient évasifs et ils m'affirmaient que leur implication dans ce comité n'avait pas été très importante. Ainsi, seulement deux personnes ont accepté de m'accorder une entrevue dont une sous le couvert de l'anonymat! Mon échantillon a donc été considérablement réduit, mais je découvrais par le fait même comment ce sujet demeurerait un tabou dans la communauté.

## 5. Le plan

Au départ, il est important de bien démontrer le véritable visage du Nord-Ouest québécois au tournant des années 1950. Une analyse des différents secteurs

---

<sup>16</sup> Cependant, les personnes qui devaient être approchées étaient toutes à la retraite. Celles-ci, comme bon nombre de Québécois, vont passer l'hiver au chaud en Floride. J'ai donc été obligé de reporter une partie de mon travail.

économiques régionaux permettra de voir à quel point le développement de la région échappe à la population. Nous allons découvrir comment les différentes pressions extérieures de la région influencent l'orientation économique. Par le fait même, nous remarquerons que les vagues de colonisations implantées par le gouvernement québécois depuis le début du siècle ne portent pas les fruits escomptés. Nous apercevrons un renversement important en ce qui concerne la démographie. Nous porterons également un regard sur les raisons qui poussèrent la population à quitter le territoire pour le sud de la province.

Le second chapitre témoignera de l'émergence d'un désir de changement auprès de la population. Très rapidement, les habitants du Nord-Ouest québécois se rendront à l'évidence que le développement de leur territoire doit passer par eux et par la création d'organismes régionaux. Nous pourrons ainsi voir la création des principaux organes de développement régionaux, leurs buts et leurs objectifs. Or, ces organismes découvriront que l'aide gouvernementale est toutefois nécessaire pour accomplir leurs réalisations. Au même moment, le gouvernement du Québec tentera de venir en aide aux régions éloignées afin de réduire l'exode massif qui commence à déferler sur le sud de la province. On créera alors un organisme chargé de faire des liens entre les besoins des régions et ceux des grands centres. Ainsi, les organismes régionaux et gouvernementaux devront maintenant travailler ensemble afin de trouver des solutions durables aux nombreux problèmes vécus par ces territoires éloignés.

Finalement, le troisième chapitre analysera comment un groupe marginal d'hommes d'affaires tentera d'influencer le processus de développement. Ces personnes ne verront

qu'une seule façon d'améliorer le sort du Nord-Ouest québécois : la création d'une nouvelle province et le rapatriement de tous les pouvoirs décisionnels. Cette vision coïncide avec le développement du régionalisme présent un peu partout à travers le monde. Nous regarderons donc quelles sont les causes et les conséquences de ce mouvement régional.



## CHAPITRE 1

### LA SITUATION PRÉCAIRE DU NORD-UEST QUÉBÉCOIS AU TOURNANT DES ANNÉES 1950

*La région du Nord-Ouest, nous l'avons dit, est pauvre, marginale et défavorisée. À cet état de chose, il n'y a pas un très grand nombre de solutions [...].*  
CDSN(OQ)

Selon les historiens, l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue est divisée en deux grandes phases historiques<sup>1</sup>. La première, qui s'est déroulée entre les années 1870 et 1940, constitue l'ouverture de la région aux colons et à leur établissement sur les nombreuses terres abitibiennes. J'ai mentionné plus tôt que cette période a déjà fait l'objet de nombreuses études historiques. Ce mémoire se concentre sur la seconde phase que l'on considère comme une période de maturation au niveau du développement de la région.<sup>2</sup> C'est durant cette période, soit de 1940 à aujourd'hui, que la population du Nord-Ouest québécois sera amenée, non seulement à réévaluer son mode de vie et son attachement à cette région, mais elle sera également confrontée à divers problèmes en ce qui concerne son essor économique, politique et social.

---

<sup>1</sup> La très grande majorité des livres sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue ne mentionnent pas ou très brièvement la présence amérindienne dans la région. Les récentes fouilles archéologiques ont ravivé l'intérêt pour cette partie de l'histoire du Nord-Ouest québécois. L'ouvrage d'Odette Vincent est un des premiers à se pencher sur cette question.

<sup>2</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08*, Coll. « Les schémas régionaux », [s.l.], Office de planification et de développement du Québec, 1978, p. 118.



Au tournant des années 1950, les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue décident de s'unir afin de consolider leurs acquis et bâtir ce coin de pays en collaboration. Encore isolée géographiquement du reste du Québec, cette nouvelle région a tendance à privilégier l'Ontario limitrophe comme lieu de prédilection sur le plan de ses relations économiques et sociales. Au fil des années, un important écart économique et culturel se creuse entre la population du Nord-Ouest québécois et le reste de la province de Québec.<sup>3</sup>

Ce chapitre tentera de projeter plus de lumière sur la situation de la population du Nord-Ouest québécois au tournant des années 1950. Ceci nous permettra, entre autres, de mieux comprendre la vie quotidienne, les aspirations et les déceptions de ces personnes. En premier lieu, nous examinerons les différents secteurs d'activités économiques reliées au Nord-Ouest québécois et leur influence sur le développement régional à cette époque. Par la suite, nous jetterons un coup d'œil sur les problèmes reliés à la géographie. Troisièmement, nous analyserons les changements démographiques et les conditions de vie qu'a subis la population du Nord-Ouest. Finalement, nous allons découvrir l'influence de l'appareil politique et des couloirs décisionnels qui ont cours dans cette région du Québec. Nous obtiendrons ainsi une vision d'ensemble sur la conjoncture dans laquelle se retrouvent l'Abitibi et le Témiscamingue au début des années 1950.

---

<sup>3</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. 421.*

## 1. Le développement économique

Tout au long du processus d'implantation des colons sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue, nous pouvions voir se développer un sentiment d'appartenance chez la population. Éloigné de la sphère d'influence des grands centres, le Nord-Ouest québécois s'est forgé une identité bien à lui. Le contexte d'éloignement, la proximité de l'Ontario et les décisions sur l'avenir de la région régies par l'extérieur ont solidifié ce sentiment. Cependant, qu'en est-il du milieu économique? Quelles étaient les relations entre le sud de la province et les acteurs régionaux?

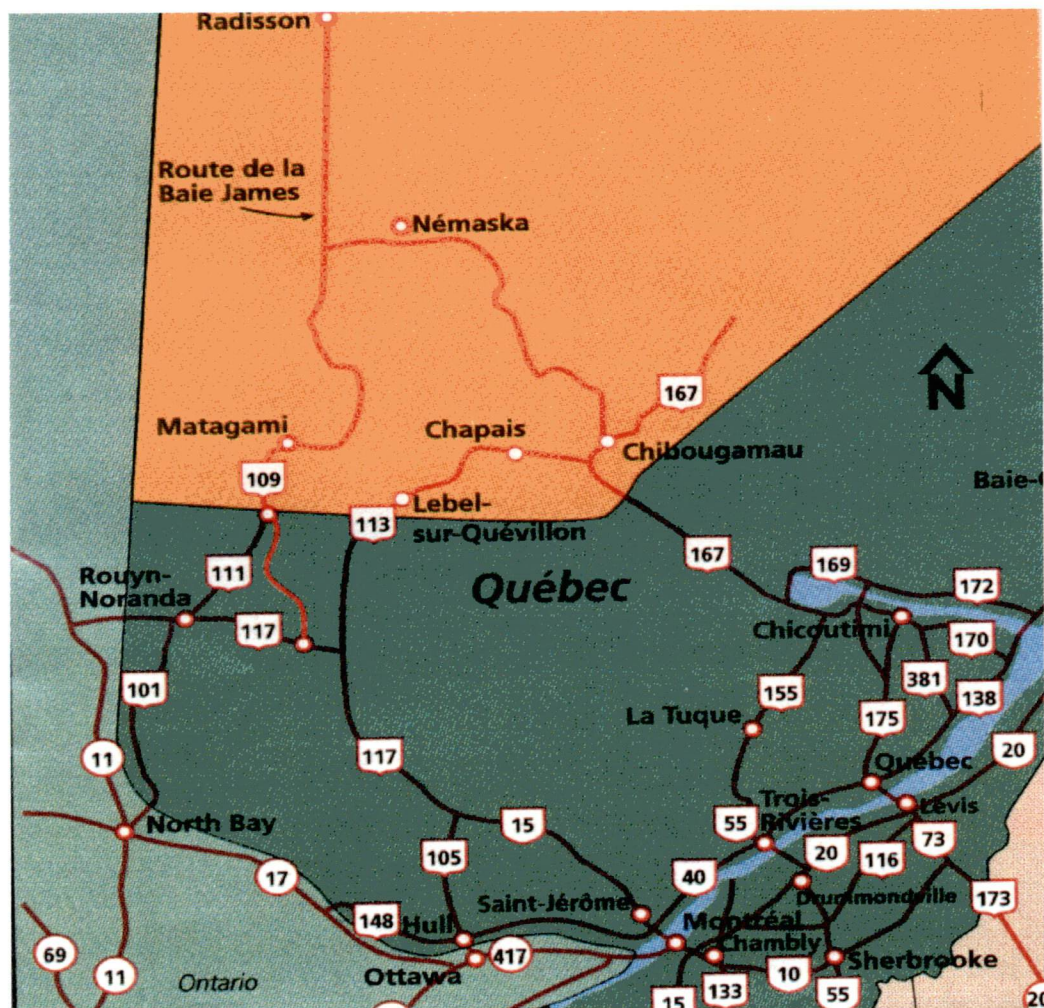
Au tournant des années 1950, l'économie du Nord-Ouest québécois semble être en santé. On assiste à une expansion territoriale vers le nord grâce à la découverte de gisements miniers dans la région de Chapais-Chibougamau et du lac Matagami (voir carte 2). Cet élan d'exploration minière laissait présager, pour le Nord-Ouest québécois, la possibilité de devenir une zone tremplin dans le développement du Québec nordique.<sup>4</sup> Malheureusement, cette effervescence économique ne tardera pas à s'essouffler.

---

<sup>4</sup> Odette VINCENT *et al.* « Le temps des affirmations : 1950 à nos jours », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Coll. « Les régions du Québec », 7, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, p. 413.

## Carte 2

### La région de Chapais-Chibougamau



**Source :** TOURISME BAIE-JAMES. *Nord-du-Québec, Baie-James. Guide touristique officiel, 2001-2002*, [s.l.], Indiana Marketing, 2000, p. 4.



### 1.1. Le gouvernement et les compagnies : partenaires de l'appauvrissement

Lors de la colonisation de l'Abitibi-Témiscamingue, le gouvernement québécois croyait fermement que l'isolement de cette région avec le sud du Québec procurerait à celle-ci un avantage certain au niveau de son développement économique. Les bénéfices tirés de cet éloignement viendraient accentuer l'autosuffisance régionale.<sup>5</sup> L'une des façons d'en arriver à ce constat était de développer ce que la région avait de plus précieux: ses ressources naturelles.

L'État et le clergé voulaient au départ mettre la priorité sur le développement de l'agriculture. Ainsi, on voulait

aider le colon laborieux à se créer, avec la collaboration de l'État, un établissement agricole dans le minimum de temps. [...] lui assurer une aide proportionnée à son travail sur son lot [...] et [...] permettre à nos colons de se constituer, aussi rapidement que possible, [...] un [...] développement minimum nécessaire pour assurer la vie de la famille sur un lot de colonisation.<sup>6</sup>

Toutefois, ce secteur de l'activité économique s'est rapidement fait surclasser par l'industrie minière et forestière.

---

<sup>5</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », 4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1979, p. 191.

<sup>6</sup> Gérard OUELLET. *Un royaume vous attend : l'Abitibi*, Québec, Ministère de la colonisation, 1950, p. 77.

Malgré l'aide pécuniaire du gouvernement et le soutien moral et religieux du clergé, les colons de l'Abitibi n'arrivaient qu'à produire une agriculture de subsistance.<sup>7</sup> Il devint alors plus facile et plus payant d'aller travailler comme bûcheron ou mineur. Or, l'exploitation de ces ressources servait davantage à enrichir les grandes compagnies qu'à servir de levier pour le développement régional.<sup>8</sup> Cécile Sabourin constate effectivement que «le potentiel du Nord-Ouest québécois s'est transformé en richesse sous la férule de détenteurs de capitaux étrangers, créant ainsi de multiples dépendances auxquelles il est difficile d'échapper pour accéder à un véritable développement économique.»<sup>9</sup> Ainsi, la mise en valeur du territoire fut réalisée non pas par la population régionale, mais par l'État et les grandes entreprises. Nous pouvons alors nous questionner sur la réaction de la population vis-à-vis cette dépendance.

Le Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois, dorénavant CERNOQ, et le Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, dorénavant CDSNOQ ont tenté d'apporter une réponse à cette question.<sup>10</sup> Ils ont remarqué un

---

<sup>7</sup> Robert Laplante constate que cette agriculture de subsistance est demeurée la forme dominante de production agricole pendant plusieurs décennies. Robert LAPLANTE. « La colonisation en Abitibi-Témiscamingue : un bilan de la recherche », *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, n<sup>os</sup> 2-3, 1987, p. 421. Nous retrouvons ce même genre de constatation dans Colette CHATILLON. *L'histoire de l'agriculture au Québec*, Montréal, Éditions l'étincelle, 1976, p. 69.

<sup>8</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques : défi au développement du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1983, p. 98.

<sup>9</sup> Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 419.

<sup>10</sup> La mise sur pied de ces organismes sera étudiée dans le chapitre 2.

sentiment d'impuissance et de frustration chez les gens. Ceux-ci ont conscience de leur rôle de créateur de richesse, mais ils constatent également que ces nombreuses richesses ne sont pas réinvesties dans la région : « Les gens répètent sans cesse que les grandes entreprises et les Gouvernements viennent chercher, dans la région, des profits et des taxes, mais qu'ils ne réinvestissent sur place qu'une partie infime de ces argents. »<sup>11</sup>

Afin de donner un aperçu de ce détournement de richesse, prenons l'exemple des gisements miniers du Nord-Ouest québécois. Sur les 1, 9 milliard de dollars en production minérale au Québec, entre 1927 et 1950, l'Abitibi-Témiscamingue compte pour la moitié de cette production. Ainsi, comme le constate Benoît-Beaudry Gourd, « Le centre de gravité de l'industrie minière se déplace [...] vers l'Abitibi-Témiscamingue [...] ». <sup>12</sup> Cette production minière contribua largement au développement économique de la province. Or, la région n'a jamais reçu l'équivalent en investissements.

L'Abitibi-Témiscamingue n'est pas la seule région périphérique au Québec où cela s'est produit. Des régions comme la Gaspésie, la Côte-Nord et le Saguenay Lac-Saint-Jean fournissent à l'économie provinciale d'immenses quantités de ressources naturelles et ne reçoivent en retour qu'une mince partie de ces profits. Cet impact sur la vie socio-économique du Québec dépasse largement le simple poids démographique des régions. Celles-ci,

---

<sup>11</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, [s.l.n], 1971, p. 4.

<sup>12</sup> Odette VINCENT *et al.* « L'Abitibi-Témiscamingue minier : 1910-1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 303.



alimentent en matières premières et en ressources énergétiques une bonne partie de l'appareil industriel de la province et fournissent un important volume des exportations. Cependant, comme elles transforment peu ce qu'elles produisent, elles bénéficient peu des fruits de leurs richesses et demeurent constamment dépendantes de l'activité économique de l'extérieur.<sup>13</sup>

Tout porte à croire qu'une partie du problème du Nord-Ouest québécois réside au niveau du manque d'industries de deuxième et troisième transformation des matières premières.

## 1.2. Les perspectives régionales selon les secteurs d'activité économique

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'activité économique de l'Abitibi-Témiscamingue n'était pas très diversifiée : «93 % de la valeur des expéditions proviennent des industries métalliques primaires de bois et de pâtes et papiers.»<sup>14</sup> Tout comme l'industrie primaire, l'industrie secondaire est axée sur les ressources naturelles. De plus, comme nous l'indiquent Bibiane Savard Plourde et Noël Savard, «seules les toutes premières étapes de transformation se font dans la région. Ce phénomène est un handicap sérieux à la consolidation de l'industrie du Nord-Ouest Québécois et au développement régional dans son ensemble.»<sup>15</sup> En regardant de plus près les différents

<sup>13</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. XVI.

<sup>14</sup> QUÉBEC (PROVINCE), MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS. *Résumé de l'esquisse du plan*, Québec, Gouvernement du Québec, 1971, p.17.

<sup>15</sup> Bibiane SAVARD-PLOURDE et Noël SAVARD. « L'industrie manufacturière du Nord-Ouest Québécois », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975, p. 306.

secteurs dominants de l'activité économique régionale, à savoir la forêt, l'agriculture et les mines, nous pourrions mieux saisir la problématique économique.

### 1.2.1. L'industrie forestière

L'industrie forestière du Nord-Ouest québécois est le secteur qui regroupe le plus d'activités manufacturières.<sup>16</sup> Comme le démontre le tableau 1, les nombreuses entreprises de sciage emploient plusieurs milliers de personnes en région. Malheureusement pour la région, ce secteur d'activités se situe au niveau de la transformation incomplète de cette ressource. Une quantité importante de sous-produits sont non utilisés et pourraient servir au développement de nouvelles industries en région.<sup>17</sup>

L'Abitibi-Témiscamingue doit également faire face à un problème d'approvisionnement. Les feuillus de première qualité avaient presque disparu et les arbres de qualité inférieure n'avaient que peu d'utilisation dans l'industrie à l'époque. Les industries doivent s'approvisionner toujours plus au nord et cela amène des coûts de production plus élevés. Petit à petit, la place prédominante de

---

<sup>16</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XIII.*

<sup>17</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, loc. cit.*



**Tableau 1**

Les scieries en Abitibi-Témiscamingue, 1941-1950

Années	Nombre de scieries	Valeur de la production (\$)	Nombre d'employés
1941	207	2 585 568	1 632
1944	191	5 553 488	2 091
1947	201	8 753 410	2 340
1950	215	11 942 279	2 272

**Source :** Odette VINCENT *et al.* « Les plans de colonisation et la consolidation du monde rural : 1930-1950 », *op. cit.*, p. 268.

l'activité forestière dans l'économie du Nord-Ouest a tendance à être réévaluée.<sup>18</sup> Par contre, l'exploitation forestière continuera à offrir des possibilités d'emplois intéressantes jusqu'au milieu des années 1970.<sup>19</sup>

<sup>18</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit.*, p. XI.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. XIV. Voir également à ce sujet une analyse de l'industrie forestière dans Odette VINCENT *et al.* « Le temps des affirmations : 1950 à nos jours », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, op.cit.*, p. 443 à 453.

### 1.2.2. L'agriculture

En ce qui concerne le secteur agricole, on peut noter une diminution constante de cette activité : 10 000 producteurs agricoles en 1940 et seulement 1577 en 1970<sup>20</sup>. Ceci s'explique par le passage de l'agriculture de subsistance à une agriculture plus commerciale. Le pourcentage d'utilisation des sols a tendance à diminuer au fur et à mesure que le nombre d'exploitants décroît. L'agriculture commerciale amènera aussi son lot de problèmes, tels que la mécanisation et une évolution très lente des prix des produits agricoles.<sup>21</sup> L'ensemble de ces facteurs, joints à un attrait pour des professions plus rentables financièrement (occupations forestières et minières) et à un phénomène d'urbanisation, provoqua une diminution du nombre des agriculteurs de la région.

Ce phénomène n'est cependant pas unique à l'Abitibi-Témiscamingue. À partir des années 1960, l'agriculture québécoise connaît aussi des difficultés similaires à celle du Nord-Ouest québécois pour finalement se stabiliser au milieu des années 1970.<sup>22</sup> L'intervention étatique viendra aider les nombreux agriculteurs à passer d'une agriculture de subsistance à une industrie agro-alimentaire.<sup>23</sup>

---

<sup>20</sup> Entre 1941 et 1971, la région connaîtra une décroissance de 85 % du nombre de fermes. *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit.*, p. 20-21. Voir également à ce sujet Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, op. cit.*, p. 423 à 425.

<sup>21</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit.*, p. 20.

<sup>22</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, loc. cit.*

<sup>23</sup> Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, op. cit.*, p. 436.

### 1.2.3. L'industrie minière

L'industrie minière a joué un rôle important dans le développement de la région et au niveau de l'approvisionnement de la province en ressources naturelles. L'Abitibi-Témiscamingue était reconnue pour la richesse de son sous-sol. Le tableau 2 nous montre à quel point cette région a joué un rôle important dans l'économie minière du Québec jusqu'en 1950.

Or, à partir de 1966, nous apercevons une chute significative des emplois. Le Nord-Ouest, qui comptait plus de 6000 emplois miniers en 1966, est réduit au nombre de 2500 en 1976.<sup>24</sup> La fermeture progressive des mines en région est la principale cause de cette chute de l'emploi. Une partie du problème réside, encore une fois, au niveau des industries de transformation de la matière première. L'usine de la mine Noranda est la seule qui exploite la matière première à cette époque en Abitibi-Témiscamingue. Elle transforme le cuivre de la région et de l'extérieur. Cependant, cette usine, localisée à Noranda, se voyait menacée en ce qui concerne son approvisionnement.<sup>25</sup>

---

<sup>24</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XII.*

<sup>25</sup> « Depuis quelques années, les approvisionnements de l'usine diminuent et proviennent, dans une proportion grandissante, de l'extérieur de la région et principalement de l'Ontario. La mise en place éventuelle d'une raffinerie de cuivre dans le nord de l'Ontario favorisée par la politique fiscale de cette province est une menace pour la survie de l'usine de Noranda. » *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XIV.*

**Tableau 2**

Valeur de la production minérale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Québec,  
1927-1950

Années	Abitibi-Témiscamingue (\$)	Québec (\$)	% de la production du Nord-Ouest québécois
1927-1930	30 596 575	154 062 907	19,85
1931-1934	60 064 049	121 209 724	49,55
1935-1938	133 685 073	222 979 040	59,95
1939-1942	222 577 581	367 835 167	60,51
1943-1946	191 060 857	375 823 676	50,83
1947-1950	285 830 642	654 160 193	43,69
Total	923 814 777	1 896 070 707	48,72

**Source :** QUÉBEC (PROVINCE), DÉPARTEMENT DES MINES. *L'industrie minière de la province de Québec*, Québec, Ministère des Mines et des Pêcheries maritimes, Service des Mines, 1952, p. 7-12.

L'Abitibi-Témiscamingue grandit dans un contexte particulier. La population se voit reléguée à un rôle d'observateur passif, car son développement est géré par l'extérieur. Comme le souligne Cécile Sabourin, « Les décisions relatives à la gestion, aux investissements, à la recherche et à l'inclusion de nouvelles technologies aux différents stades de la production prennent forme dans des bureaux extra-régionaux.»<sup>26</sup> Ce ne sont pas seulement les grandes compagnies minières et forestières qui agissent ainsi. En effet, le gouvernement québécois a adopté ce que le CERNOQ et le CDSNOQ ont appelé « une attitude colonialiste ».

## 2. Un portrait de la région

### 2.1 L'éloignement géographique

La grande distance qui sépare le Nord-Ouest québécois du reste de la province cause de nombreux problèmes dont celui de la dépendance envers les régions limitrophes et les grands centres. Notamment en ce qui concerne la circulation des biens de consommation. En 1971, le CERNOQ et le CDSNOQ ont émis l'avis que « Ces distances font qu'une intervention auprès des centres de pouvoir coûte, à la région du Nord-Ouest, beaucoup plus en temps, en énergie et en argent que la même intervention faite par une région du centre de la province.»<sup>27</sup>

---

<sup>26</sup> Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 420.

<sup>27</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, *op. cit.*, p. 6.



La région de l'Abitibi-Témiscamingue possède trois axes routiers majeurs en direction des autres régions du Québec. Il y a la route 117 qui se dirige vers le sud de la province et les routes 109 et 113 en direction de la Baie James et Chibougamau/Chapais. Les liaisons entre l'Abitibi-Témiscamingue et l'Ontario sont au nombre de trois. L'une des raisons qui explique ce nombre élevé de routes vient du fait que la région fut colonisée, à ses débuts, d'Ouest en Est en empruntant les voies d'accès ontariennes (voir carte 3).<sup>28</sup>

L'isolement de la région avec le Québec est grandement accentué par la mauvaise qualité des routes. D'ailleurs, les premières revendications de la population du Nord-Ouest québécois étaient de créer un réseau routier convenable reliant le nord et le sud de la province.<sup>29</sup> Maurice Asselin résume bien la problématique de l'époque :

Un simple regard sur une carte routière suffit à convaincre le plus incrédule qu'il s'agit là d'un isolement inconcevable à une époque où on se [complait] à parler d'une victoire de la technologie sur la contrainte espace-temps. Une seule route, et pas des meilleurs, à travers un écran de sauvagerie de près de 200 milles (plus de 300 Km), relie actuellement Val-d'Or à Mont-Laurier.<sup>30</sup>

Une des raisons qui explique ce piètre état routier provient de l'intérêt électoraliste et partisan relié aux routes. Les politiciens ont fait construire des routes

---

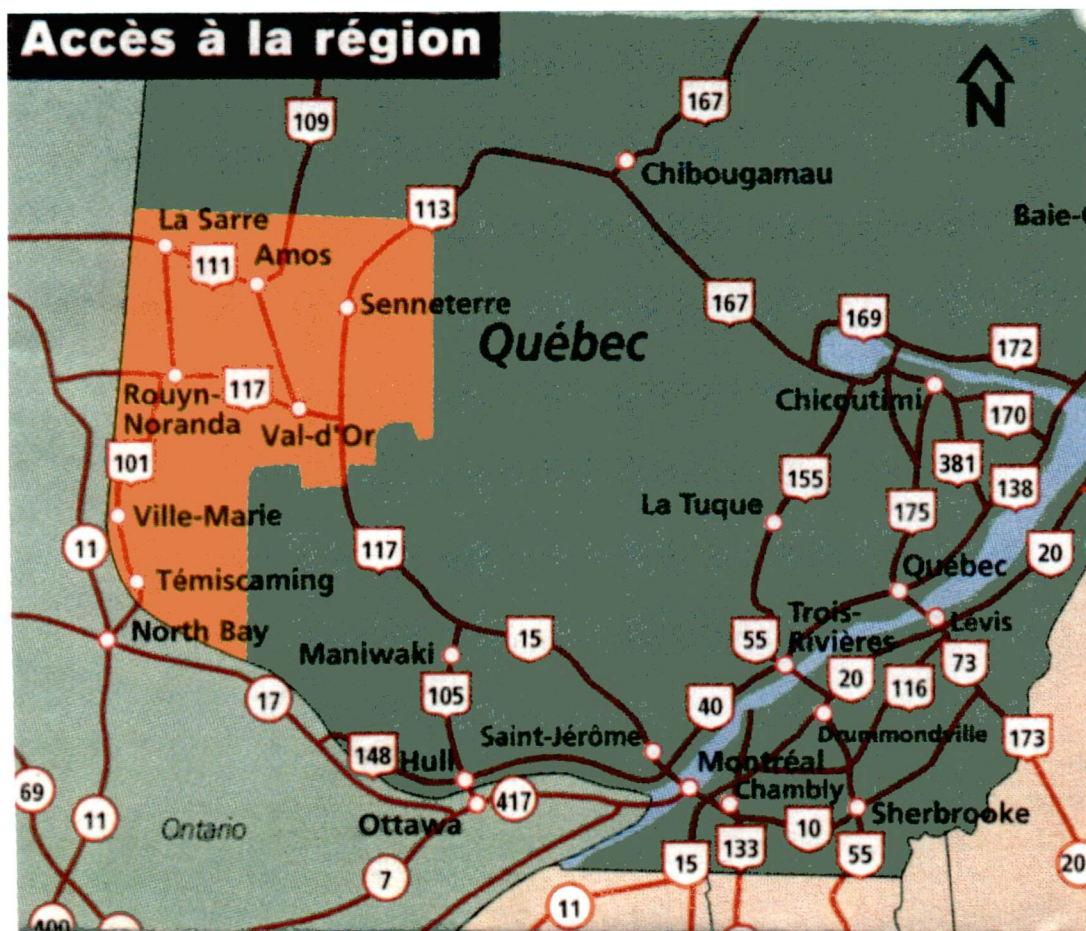
<sup>28</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, op. cit.*, p. 129.

<sup>29</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario. », *op. cit.*, p. 215.

<sup>30</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario. », *loc. cit.*

## Carte 3

Le réseau routier de l'Abitibi-Témiscamingue



**Source :** TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE. *Abitibi-Témiscamingue. Guide touristique officiel, 2001-2002*, [s.l.], Tourisme Abitibi-Témiscamingue, 2000, p. 6.

pour leurs besoins politiques<sup>31</sup> et non pour les besoins de la population.<sup>32</sup> Le mauvais état des routes force non seulement les hommes d'affaires, mais également la population à faire un détour par l'Ontario afin de se rendre à Montréal.<sup>33</sup> Ce détour provoque un effet pervers sur l'économie québécoise. Maurice Asselin rapporte que cet isolement, face au reste de la province du Québec, pousse la région de l'Abitibi-Témiscamingue vers l'Ontario.<sup>34</sup>

## 2.2 Les changements démographiques

Les répercussions dévastatrices de la crise économique, au début des années 1930, poussent le gouvernement du Québec à relancer le mouvement de colonisation agricole qui s'était ralenti depuis quelques années.<sup>35</sup> À l'époque, le gouvernement du Québec a tout mis en œuvre pour favoriser l'implantation de colons dans les régions périphériques du Québec. À elles seules, les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue ont accueilli 92 % des colonisateurs lors de la mise en place du plan Gordon entre 1932

---

<sup>31</sup> La construction de routes et la conversion de l'électricité au 60 cycles ont été des enjeux majeurs en région. Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario. », *op. cit.*, p. 216.

<sup>32</sup> Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 420.

<sup>33</sup> « L'Abitibi demeure-t-il colonie économique de l'Ontario? » *Le Devoir*, 1er octobre 1957.

<sup>34</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario. », *op. cit.*, p. 201.

<sup>35</sup> Paul-André LINTEAU *et al.* *Histoire du Québec contemporain, tome II. Le Québec depuis 1930*, Québec, Les Éditions du Boréal, 1989, p. 40.



et 1935. En 1935, le gouvernement du Québec a poursuivi ses efforts de colonisation avec le plan Vautrin. Comme le démontre le graphique 1, de 1935 à 1937 le Nord-Ouest du Québec a accueilli la majeure partie de ces nouveaux colons.

Or, à partir des années 1950, on peut apercevoir un exode de la population. Les paroisses abitibiennes auront tendance à se vider lentement et avec régularité. À partir du tableau 3, nous pouvons apercevoir un flot constant de personnes qui quittent la région pour retourner essentiellement dans les grands centres.<sup>36</sup> Les années 1955 à 1970 ont été désastreuses pour la région du Nord-Ouest québécois : nous assistons à une véritable saignée migratoire.

Les nombreuses années d'efforts et le peu de fruits récoltés par les nouveaux habitants de la région laissaient entrevoir un certain découragement, dès 1960 :

[...] non seulement les plus énergiques des colons commencent-ils à se décourager, mais les curés de ces paroisses de colonisation du diocèse d'Amos, tous plus ou moins missionnaires colonisateurs, qui ont jusqu'ici soutenu les colons, en sont rendus eux aussi à envisager la ruine de leur oeuvre et l'abandon progressif de ces paroisses.<sup>37</sup>

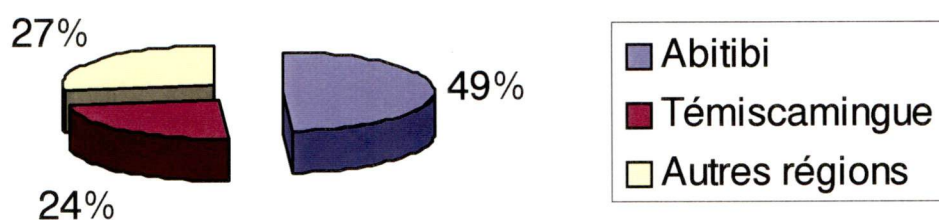
---

<sup>36</sup> L'OPDQ a effectué une étude sur la destination de la population migrante de l'Abitibi-Témiscamingue de 1966 selon la région de destination. Voici les principales régions où la population s'est dirigée : Bas-St-Laurent/Gaspésie ; Saguenay/Lac-St-Jean ; Québec ; Trois-Rivières ; Cantons de l'Est ; Montréal ; Outaouais ; Côte-Nord. QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. *Démographie régionale du Québec, 1951-1976*. Coll. « Les schémas régionaux », [s.l.n.], 1978, p. 40.

<sup>37</sup> Pierre VIGEANT. « La catastrophe qui menace l'Abitibi et la province », *Le Devoir*, jeudi 12 mai 1960, p. 4.

Graphique 1

### Le plan Vautrin et les établissements au Québec, 1935-1937



**Source :** Roger BARRETTE. « Le plan Vautrin et l'Abitibi-Témiscamingue, 1934-1936 », *L'Abittibbi-Témiscaming, hier et aujourd'hui*, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975, p. 109.



Malgré ces mauvais présages, les instances gouvernementales espéraient voir le rythme de croissance de la population demeurer stable après les nombreux efforts de colonisation des années 1930.<sup>38</sup> Malheureusement, le territoire immense du Nord-Ouest québécois apportera son lot de problèmes et les espérances du gouvernement ne seront pas comblées. Le départ des colons au début des années 1950 s'est accentué et menace la survie même de cette région. Selon Odette Vincent, ces départs ont contribué à augmenter les tensions autour de la distribution des services dans les centres régionaux.<sup>39</sup> C'est l'accumulation de ces tensions qui provoquera un réveil chez la population. Ce réveil sera à l'origine d'une prise en charge de la population face à son développement.

## 2.3 Les conditions de vie

### 2.3.1 Un exode causé par l'économie

Ce qui distingue la population du Nord-Ouest québécois de celle du Québec est son étalement sur tout le territoire (voir carte 4). Sa dispersion et sa faible densité viennent créer plusieurs difficultés en ce qui a trait au développement économique régional. Lors de son rapport sur l'Abitibi-Témiscamingue en 1972, l'Office de planification du Québec a constaté que l'occupation du territoire avait suivi

---

<sup>38</sup> Normand PAQUIN. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2<sup>e</sup> édition, Coll. «Cahiers du département d'histoire et de géographie », Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1981, p. 123.

<sup>39</sup> Odette VINCENT *et al.* « Le temps des affirmations : 1950 à nos jours », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 415.

**Tableau 3**

Estimation de l'accroissement naturel et des soldes migratoires en Abitibi-Témiscamingue, par période quinquennale, 1951-1976

Période	Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total
1951-1956	23 810	- 9 015	14 795
1956-1961	22 234	- 13 766	8 468
<b>1961-1966</b>	<b>14 600</b>	<b>- 14 770</b>	<b>- 170</b>
<b>1966-1971</b>	<b>10 599</b>	<b>- 21 431</b>	<b>- 10 832</b>
1971-1976	9 944	- 8 700	1 244

Tableau tiré d'Odette VINCENT *et al.* « La population et son territoire : des mondes en mutation », *op. cit.*, p. 496.

l'exploitation des ressources régionales. Ceci entraîna «d'inévitables dispersions d'énergie, de dédoublements coûteux et des conditions de mise en valeur pas toujours optimales.»<sup>40</sup>

Le départ de la population du Nord-Ouest pour les autres régions du Québec a été causé par plusieurs facteurs. La principale cause est sans contredit la diminution de l'emploi dans les principaux secteurs économiques de la région. L'agriculture et le secteur minier ont été durement touchés pendant cette période.

Une autre raison qui explique cette saignée migratoire est reliée aux jeunes et à leur exode vers les grands centres de la province. Le manque d'infrastructures scolaires pousse les jeunes à quitter la région afin de compléter leurs études.<sup>41</sup> L'attrait des grandes villes vient contrecarrer les plans de développement régional car, plus souvent qu'autrement, ces jeunes ne reviennent pas en région une fois leurs études terminées.<sup>42</sup>

---

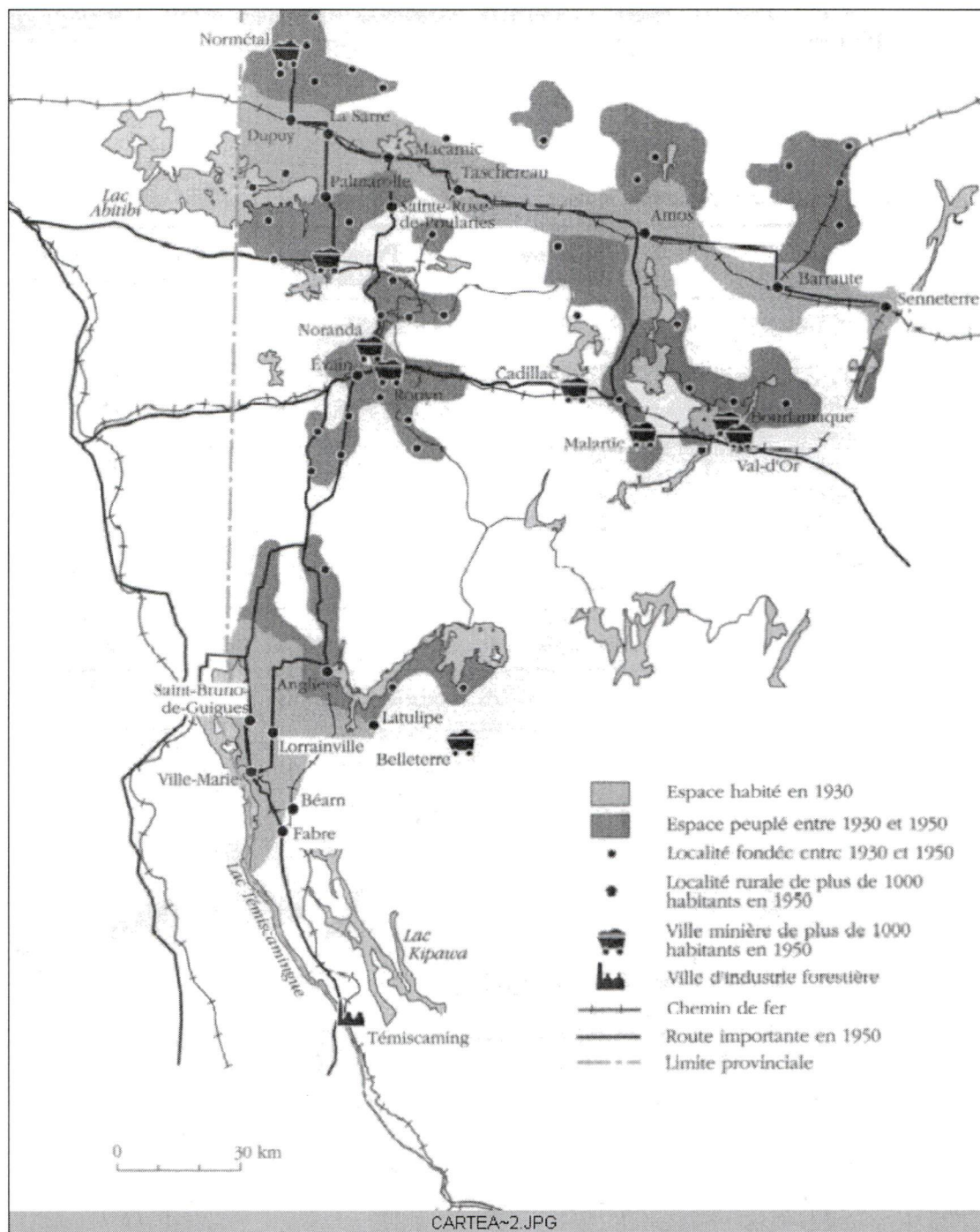
<sup>40</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XIX.*

<sup>41</sup> « À ces problèmes structurels, s'ajoutent en région neuve les difficultés causées par la rareté des ressources humaines et matérielles, l'éloignement, la faible densité et l'éparpillement de la population. [...] Généralement, c'est dans les villes que se développe l'enseignement post-primaire et spécialisé. Pour poursuivre ses études après la «communion solennelle», longtemps considérée comme la fin des études, il faut alors quitter le rang pour le village ou la ville et parfois même la région. » Odette VINCENT *et al.* « Vivre à la frontière : les premières institutions », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, op. cit., p. 341.*

<sup>42</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XVI.*

### Carte 4

#### Évolution du peuplement de l'Abitibi-Témiscamingue



Reproduit d'Odette VINCENT *et al.* « Les plans de colonisation et la consolidation du monde rural », *op. cit.*, p. 247.



Toutefois, cette attirance pour les grands centres n'est pas ressentie uniquement par les étudiants. Depuis le début des années 1950, « la structure économique de l'Abitibi-Témiscamingue s'est considérablement transformée et ce changement s'est accompagné d'un taux de chômage toujours croissant. »<sup>43</sup> Des milliers de chômeurs du Nord-Ouest ne cessent de déferler chaque année sur les villes minières de la région. Les perspectives d'embauches n'étant pas meilleures, la grande majorité de ces personnes tentent leur chance vers les grandes villes du Québec et quittent ainsi la région.<sup>44</sup>

Le tableau 3 montre qu'il y a un flot continu de départs entre les années 1956 et 1976. Cette période fut marquée par une conjoncture économique très difficile pour la région. Plusieurs villes et villages du Nord-Ouest québécois ont vu leur population chuter. Depuis 1971, la situation s'est stabilisée, mais le Nord-Ouest est toujours victime d'un exode de sa population vers le sud de la province.<sup>45</sup> Nous pouvons admettre, sans trop nous tromper, que l'exode de la population a eu un effet pervers sur le dynamisme régional. Les conditions de vie de la population du Nord-Ouest ont aussi influencé leur départ. Voyons à présent quelles étaient ces conditions.

---

<sup>43</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XIV.*

<sup>44</sup> Pierre VIGEANT. « La catastrophe qui menace l'Abitibi et la province », *op. cit.*, p. 4.

<sup>45</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. 73.*



### 2.3.2 Les biens et services

Étant donné que la majorité des décisions économiques sont prises à l'extérieur de la région, les services offerts à la population sont-ils adéquats? Selon l'Office de planification du Québec,

La population de l'Abitibi-Témiscamingue bénéficie à première vue d'un éventail de services suffisamment diversifié. Différents équipements commerciaux, de santé, d'éducation, de services sociaux, de communications, de culture et de loisir sont accessibles à tous, même si la majorité d'entre eux se concentrent en milieu urbain.<sup>46</sup>

Là où le Nord-Ouest québécois est déficient, c'est au niveau des services exigeant une clientèle plus nombreuse.

N'ayant que 150 000 personnes, l'Abitibi-Témiscamingue ne possède pas une grande variété de commerces de gros et de service. Plusieurs options au niveau collégial et universitaire ne sont pas accessibles en région. Pour certains soins spécialisés, il faut aller à l'extérieur. Au niveau des services de communication (radio, télévision et téléphonie) et de culture, l'accès est soit très limité, soit déficient.<sup>47</sup>

Le rapport de l'OPDQ vient cibler une des grandes difficultés que l'on retrouve dans le Nord-Ouest québécois : la région ne peut subvenir à tous ses besoins. Elle est obligée de se tourner vers l'extérieur. Une des raisons qui expliquent ce problème concerne le contrôle des secteurs d'activité économique. Nous retrouvons une absence de concurrence et cela produit des effets dévastateurs au niveau des différents standards de service.<sup>48</sup>

---

<sup>46</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. XVII.*

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. XVIII.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 111.

Afin d'obtenir les différents produits et services manquants, la région se tourne alors vers ses voisins. Étant plus près de l'Ontario géographiquement que du sud du Québec, cette province devient alors un partenaire privilégié pour le Nord-Ouest québécois.<sup>49</sup> Or, les hommes d'affaires et dirigeants d'entreprises du Nord-Ouest québécois aimeraient bien faire affaire avec le sud de la province. Toutefois, ce qu'ils constatent c'est «l'indifférence des hommes d'affaires de Montréal et de Québec qui abandonnent le marché abitibien à leurs concurrents de Toronto.»<sup>50</sup> Cette situation représente l'une des principales raisons du mécontentement du Nord-Ouest québécois.

#### 2.4 Les couloirs décisionnels

Malgré cette distance géographique, ce que déplore le plus la population du Nord-Ouest se situe au niveau des couloirs de décisions entre les gouvernements provincial et fédéral, les multinationales et la population. Pire encore, ces décisions, qui affectent l'organisation et la vie de la population régionale, s'appuient «sur des données souvent incomplètes ou encore déformées par la distance et la perception.»<sup>51</sup> Le CERNOQ et le CDSNOQ ont également rapporté ce problème : « L'absence de communication qui résulte de cette situation fait que les problèmes ont le temps de

---

<sup>49</sup> « L'Abitibi demeure-t-il colonie économique de l'Ontario? », *op. cit.*, p. sans pagination.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. sans pagination.

<sup>51</sup> Clermont Dugas rajoute ceci : « Plus on est éloigné d'un endroit, moins on le connaît et plus on remplace la réalité par l'image que l'on s'en fait. On a, de plus, tendance à juger les situations existantes avec les critères utilisés à l'endroit où l'on vit. » Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, *op. cit.*, p. 20.

pourrir avant de recevoir l'attention qu'ils méritent. »<sup>52</sup> Dans son article de 1970 paru dans le journal *La Presse*, Réal Bouvier rapporte que le gouvernement du Québec a toujours considéré le Nord-Ouest québécois comme étant «un parent pauvre dans une famille de riche.»<sup>53</sup> Cette affirmation semble confirmer à la fois les difficultés de développement de l'Abitibi-Témiscamingue et le fait que la population a le sentiment d'être abandonnée par le reste de la province.<sup>54</sup>

Le Nord-Ouest québécois n'est pas la seule région où ces problèmes sont ressentis. Selon Clermont Dugas, toutes les régions périphériques sont «fortement assujetties à des décisions politiques et économiques prises à l'extérieur, elles subissent le changement beaucoup plus qu'elles ne le provoquent et sont tributaires pour leur aménagement et leur développement de conjonctures sur lesquelles elles ont peu de prises.»<sup>55</sup> Ce sont les grands pôles urbains comme Toronto et Montréal qui viennent déterminer les choix concernant la vie économique au quotidien de ces populations.<sup>56</sup>

---

<sup>52</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, op. cit., p. 6.

<sup>53</sup> Réal BOUVIER. « Le Nord-Ouest québécois vit le suspense du développement économique : Une population éloignée, oubliée par les gouvernements et traitée en parent pauvre », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 septembre 1970, p. A5.

<sup>54</sup> « L'éloignement affecte notre capacité de nous saisir de la force de l'opinion publique; les grands média d'information sont absents de notre milieu. » CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, op. cit., p. 6.

<sup>55</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. XIII.

<sup>56</sup> Odette VINCENT *et al.* « De territoire exploité à région : les activités économiques à partir de 1950 », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, op. cit., p. 420.

Le CERNOQ affirme que «l'État lui-même adopte cette attitude [...]; il se conduit comme une métropole vis-à-vis sa colonie, retirant de la région taxes, impôts et redevances et ne réinvestissant sur place qu'au compte-goutte. »<sup>57</sup> Cette attitude de mécontentement est présente sous plusieurs formes. La population presse le gouvernement québécois à modifier son attitude, ainsi que celle des grosses compagnies étrangères, de manière à aider la région à se sortir de son rôle de «vache à lait.» Toutes les demandes régionales tournent autour d'un seul et même objectif : la création d'emplois. Ainsi le CERNOQ et le CDSNOQ se rendent compte que la région n'est pas viable sans l'aide extérieure, mais selon eux «la trop grande disproportion entre la masse des profits réalisés et la part de réinvestissements productifs opérés, crée une situation socialement injuste et en fin de compte économiquement coûteuse.»<sup>58</sup> Le marasme qui semble s'abattre sur l'Abitibi-Témiscamingue produira une réaction chez la population. Celle-ci se rendra compte de l'importance de son implication dans la survie de la région.

---

<sup>57</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, op. cit., p. 5.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 4.



## CHAPITRE 2

### **L'IMPLICATION DE LA POPULATION ABITIBIENNE ET DU GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS DANS LE DÉVELOPPEMENT DU NORD- OUEST DU QUÉBEC**

*Les gens du Nord-Ouest devront se développer par eux-mêmes!*  
*Patrice Lamarre, préfet du comté d'Abitibi, 1971*

Dans le premier chapitre, nous avons pu constater la situation dans laquelle s'enlisait la population du Nord-Ouest québécois. Les décisions concernant son avenir étaient souvent hors de sa portée et les difficultés économiques, reliées aux principaux champs d'activité, ont causé un exode de la population. Or, les gens ont pris conscience de l'énorme potentiel de leur région. C'est à ce moment que la population s'est pourvue d'organismes voués au développement régional.

Au fil des années, les différents acteurs du développement régional se sont retrouvés confrontés à la dure réalité de ce qu'est le Nord-Ouest québécois. Ceux-ci ont réalisé, petit à petit, qu'ils étaient dans l'obligation de coopérer avec le gouvernement québécois et d'unir leurs forces pour en arriver à un véritable développement régional. C'est là que la mission de planification de l'Office de planification et de développement du Québec entre en scène. L'OPDQ sera chargée d'évaluer les aspects positifs et négatifs de la région afin de doter la population d'un outil de travail.



Dans ce chapitre, j'aborderai les réalisations des différents organismes de développements régionaux. Nous pourrons alors découvrir quels étaient leurs buts, leurs objectifs, leurs points forts et leurs faiblesses. De plus, j'analyserai l'implication gouvernementale avant et après la prise en charge de la population du Nord-Ouest québécois au niveau du développement de leur région. Je pourrai observer l'efficacité de l'OPDQ et la mission de planification face aux attentes de la population. Finalement, je recueillerai les réactions des acteurs régionaux face à cet outil de travail. À la fin de ce chapitre, nous aurons une vue d'ensemble des actions gouvernementales ainsi que celles de la population du Nord-Ouest québécois dans l'atteinte de leur objectif commun : le développement de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **1. La prise en charge du développement régional par la population**

Il y a eu plusieurs organismes voués au développement de l'Abitibi-Témiscamingue, mais rares sont ceux qui eurent une influence régionale. Les organismes présentés ici n'ont pas toujours fait l'unanimité auprès de la population. Malgré les divergences d'opinions, ceux-ci représentent bien la volonté de changement chez la population.

### **1.1 Le Conseil de bien-être régional**

L'un des tous premiers organismes à promouvoir les intérêts de la population du Nord-Ouest québécois fut le Conseil de bien-être régional. Anciennement connu sous le

nom de Caritas-Abitibi, cet organisme changea d'appellation en 1966, mais poursuivit les mêmes buts et objectifs qu'antérieurement.<sup>1</sup>

Les membres de cet organisme sont les «représentants des organismes de bien-être, santé, éducation, loisirs ainsi que les personnes intéressées afin d'établir ensemble une politique de développement des services essentiels et des ressources nécessaires au mieux-être de toute la population de l'Abitibi.»<sup>2</sup> Cette organisation communautaire visait l'étude des différents problèmes sociaux dans le milieu et, grâce à leurs actions, à trouver des solutions.<sup>3</sup> Le Conseil effectuait des recherches en matière de bien-être, de santé, d'éducation et de loisirs afin de cibler les besoins de la population.

Cet organisme se définit comme étant un «corps intermédiaire et organisme de pression, [...] [il] assurera la sauvegarde des services privés nécessaires, il contribuera à les améliorer de même qu'à soutenir toute action pouvant contribuer au bien-être de la

---

<sup>1</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Résolution*, CONSEIL ÉCONOMIQUE RÉGIONAL ET CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être régional, p. sans pagination.

<sup>2</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Les activités du Conseil de bien-être régional d'Abitibi inc. : communiqué de presse*, [s.l.], 12-07-66, . CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - communiqué de presse -, p. 1-2.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 1.

communauté.»<sup>4</sup> Or, les membres du Conseil se sont rapidement rendus à l'évidence qu'il devait

tendre et ce le plutôt possible à devenir un conseil de développement social parallèlement et conjointement au développement économique de notre région. Le Conseil de Bien-Être devra donc mettre en valeur les ressources humaines, la justice sociale, l'égalisation des conditions de vie et la satisfaction des besoins.<sup>5</sup>

Selon le Conseil, les nombreux malaises qui affligent la société sont attribuables au développement technologique, au développement économique, à l'urbanisation et à l'aménagement du territoire.<sup>6</sup> Ainsi, le Conseil se voit dans l'obligation de toucher à plusieurs aspects de la vie de la population dont le logement, les problèmes de main-d'œuvre, la réadaptation et la réhabilitation au travail, et ce, jumelés aux autres champs d'activités nommés plus tôt (éducation, santé, loisirs, etc.) afin de répondre aux besoins de la population.<sup>7</sup>

---

<sup>4</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Les activités du Conseil de bien-être régional d'Abitibi inc. : communiqué de presse*, [s.l.], 12-07-66, . CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, *op. cit.*, p.2.

<sup>5</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *L'orientation du Conseil de Bien-Être Régional : communiqué de presse*, [s.l.], 16-11-66, ).CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - communiqué de presse -, p. 1.

<sup>6</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *L'orientation du Conseil de Bien-Être Régional : communiqué de presse*, [s.l.], 16-11-66, ).CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, *loc.cit.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

## 1.2. Le Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois

Le CDSNOQ ressemble beaucoup au Conseil de bien-être en ce qui concerne ses buts. De plus, le rôle du Conseil de bien-être devient complémentaire aux efforts déployés par le Conseil économique régional (soit le CERNOQ pour le Nord-Ouest québécois).<sup>8</sup> Ce qui distingue le CDSNOQ du Conseil de Bien-Être, c'est la participation de la population dans l'atteinte de ses objectifs.<sup>9</sup>

L'objectif de cet organisme est de «participer à l'identification et la prévision des besoins de la population et l'aménagement des ressources communautaires nécessaires.»<sup>10</sup> Le Conseil essaie de coordonner les différentes ressources communautaires entre elles et d'informer la population au sujet de ces services. Ainsi, le Conseil «a pour but de participer toujours avec la population, à l'établissement de priorités en matière de développement et d'aménagement des ressources sociales [...]»<sup>11</sup>

---

<sup>8</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Communiqué de presse*, [s.l.], 26-08-66, CONSEIL ÉCONOMIQUE RÉGIONAL ET CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional, - communiqué de presse-, p. 1-2.

<sup>9</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Retranscription d'une émission de télévision avec Monsieur Marcel Gagnon, président du Conseil de Développement Social du Nord-Ouest Québécois*, [s.l.], 30 septembre 1970, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/4-93, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - Télévision -, p. sans pagination.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*



En ce qui a trait aux nombreux services offerts par le CDSNOQ, ceux-ci ont été divisés en six parties. Nous retrouvons un service de planification régionale, un service de coordination, un service d'aménagement des ressources, un service des recherches, un service de consultation et un service financier.<sup>12</sup> Ils ont également entrepris une réforme au niveau des structures politiques. Le Conseil et la population ont constaté «que les démocraties électorales et parlementaires [...] sont de plus en plus inadéquates à mesure que le pouvoir des experts et des technocrates augmente.»<sup>13</sup> Or, à la vue de ces conclusions, le CDSNOQ et la population ont travaillé ensemble afin de créer une nouvelle structure politique favorisant la région.<sup>14</sup> C'est ainsi que le CDSNOQ s'est vu propulser à l'avant-scène du développement régional du Nord-Ouest québécois.

### 1.3. La naissance du CERNOQ et du CRDAT

La création du CERNOQ a été rendue possible grâce aux efforts de plusieurs organismes. Voyant le malaise économique vécu par la région, l'Union catholique des cultivateurs, les Métallos unis d'Amérique et la Chambre de commerce de Val-d'Or ont

---

<sup>12</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Retranscription d'une émission de télévision avec Monsieur Marcel Gagnon, président du Conseil de Développement Social du Nord-Ouest Québécois*, [s.l.], 30 septembre 1970, *op. cit.*, p. sans pagination.

<sup>13</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Le développement social: Quelques problèmes majeurs, premier exposé*, [s.l.n.], 1970, p. 7, CDSNOQ, Fonds d'archives de la Société d'histoire de Rouyn-Noranda, 08-Y, P117-2/5-120, Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois - document de travail, 1969-1970 -.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 7.



créé, le 15 novembre 1964<sup>15</sup>, le CERNOQ.<sup>16</sup> Une fois mis sur pied, le CERNOQ regroupait trois catégories de membres:

les autorités locales et subrégionales (conseils de comités, corporations municipales et corporations des cités et villes), les agents de l'économie privés ou collectifs (entreprises, coopératives et caisses populaires) et les associations socio-économiques régionales et subrégionales.<sup>17</sup>

Les buts de cet organisme étaient «d'unir les agents, les forces économiques et sociales de la région, connaître la région et en favoriser le développement [...]»<sup>18</sup> Or, les objectifs de l'organisme étaient beaucoup plus grands. Nous retrouvons, à l'intérieur de la charte du CERNOQ, plusieurs pouvoirs et privilèges comme :

a) unir les agents et forces économiques et sociales de la région susceptibles d'agir sur les variables de l'économie ; b) orienter et favoriser le développement de la région dans le sens de sa vocation et en fonction de ses ressources naturelles, de sa situation géographique et de ses valeurs humaines, afin de lui assurer une prospérité réelle et durable ; c) connaître son milieu, c'est-à-dire faire l'inventaire de son capital humain, de ses richesses naturelles, relever les déficiences essentielles de son équipement industriel, agricole, commercial et touristique, examiner les moyens d'y remédier et susciter les initiatives nécessaires ; d) en raison de ces

<sup>15</sup> CRDAT. *L'Abitibi-Témiscamingue : économie en pleine croissance*, « Rapport annuel – 1978-1979 », [s.l.n], 1979, p. Avant-propos.

<sup>16</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques : défi au développement du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1983, p. 94. Selon le CERNOQ et le CDSNOQ, la création du CERNOQ était la conséquence d'une prise de conscience de la part de la population et de la nécessité, pour sa population, de se prendre en main. CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale*, [s.l.n], 1971, p. 4.

<sup>17</sup> Gabriel GAGNON et al. *Québec 1960-1980. La crise du développement*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, [s.d.], p. 202.

<sup>18</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. 94.

objectifs, il sera le porte-parole de la région et sera le lien entre la région et les pouvoirs publics.<sup>19</sup>

Les membres de cet organisme étaient convaincus qu'ils pouvaient «consolider l'entreprise qu'est le Nord-Ouest Québécois en procédant à quelques ajustements et en réalisant quelques investissements longtemps retardés.»<sup>20</sup>

Les nombreux conseils économiques régionaux, présents au Québec dans les années 1960 ont tous eu des difficultés au niveau de leur cheminement, notamment en ce qui concerne leur rôle dans la société. Comme le constate Guy Demers : « À l'heure actuelle [1966] le rôle des CER est relativement imprécis : s'agit-il d'organismes consultatifs et d'études ou bien d'organismes de recherches et d'action ou encore, des semi-autorités régionales? »<sup>21</sup>

Les CER ont également eu des problèmes sur le plan de leur organisation. Bien que leurs buts et objectifs soient bien définis, les CER «sont encore aux prises avec des problèmes d'organisation interne et n'ont point encore adopté une orientation d'action bien précise. Dans bien des cas il semble difficile de susciter un esprit de coopération

---

<sup>19</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Assemblée générale*, CERNOQ, Rouyn, 30 mars 1969, p. sans pagination, Fonds d'archives du CRDAT, 08-Y, P14/1-5, Assemblée générale et congrès 1969.

<sup>20</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : Présentation générale*, op. cit., p. 8.

<sup>21</sup> Gabriel GAGNON et al. *Québec 1960-1980. La crise du développement*, op. cit., p. 214.

dans la région et de dépasser les querelles de clochers. »<sup>22</sup> Plusieurs s'entendent pour dire que les CER devaient avant tout procéder à une remise en question de leurs objectifs afin de mieux jouer leur rôle. Toutefois, cette proposition semblait soulever plusieurs problèmes et réticences de la part des membres des CER.<sup>23</sup> Nous pouvions déceler un certain malaise à l'intérieur de cette structure organisationnelle. Voyant les différents problèmes se soulever à l'horizon, le CERNOQ décida de modifier sa composition.

C'est alors qu'est né au mois de mai 1971 le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (dorénavant appelé CRDAT).<sup>24</sup> Cette transformation structurelle n'a toutefois pas altéré la poursuite des mêmes objectifs par le CERNOQ. Le CRDAT cherchait toujours à « doter l'Abitibi-Témiscamingue d'une économie viable, supportée par une infrastructure sociale forte. »<sup>25</sup>

La région de l'Abitibi-Témiscamingue se voyait alors pourvue d'un éventail d'organismes voués au développement et à la protection des acquis de la région. Malheureusement, leurs efforts au niveau du développement et de la dynamisation de la région ont souvent été critiqués. Les querelles de clochers, le manque de ressources financières et humaines ont été la cause des échecs de ces organismes. Jetons à présent

---

<sup>22</sup> Gabriel GAGNON *et al.* *Québec 1960-1980. La crise du développement, op. cit.*, p. 195.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 214.

<sup>24</sup> CRDAT. *L'Abitibi-Témiscamingue : économie en pleine croissance, op. cit.*, p. Avant-propos.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. Rapport du président.

un coup d'œil sur l'apport du gouvernement québécois dans le développement de cette région afin de bien déterminer le climat de l'époque.

## **2. L'implication gouvernementale dans le développement du Nord-Ouest québécois**

Sur le plan de l'implication gouvernementale dans le développement de l'Abitibi-Témiscamingue, il existe deux versions des faits. Nous avons celle de la région concernée et la version des autorités gouvernementales. Nous allons ainsi présenter les deux aspects de la question afin d'établir les faits.

### **2.1 Deux visions antagonistes**

#### **2.1.1 La version régionale**

À partir du moment où la population du Nord-Ouest québécois a décidé de prendre en main son développement, les attaques virulentes sur l'irresponsabilité des deux paliers gouvernementaux n'ont cessé de pleuvoir. Or, la majorité de ces attaques ont été concentrées sur le gouvernement du Québec. Réal Bouvier écrivait en 1970 que depuis les trente dernières années, les gouvernements qui se sont succédé à Québec ont tout simplement oublié la région.<sup>26</sup> D'après le CERNOQ et le CDSNOQ, mis à part l'effort déployé dans la colonisation, «l'État québécois s'est conduit, depuis les débuts

---

<sup>26</sup> Réal BOUVIER. « Le Nord-Ouest vit le suspense du développement économique: Une population éloignée, oubliée par les gouvernements et traitée en parent pauvre », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 septembre 1970, p. A5.



de l'Abitibi et du Témiscamingue, comme un témoin, plus ou moins passif, d'un développement qui s'opérait devant ses yeux.»<sup>27</sup>

D'ailleurs, Clermont Dugas dénote qu'au Nord-Ouest québécois, tout comme les autres régions périphériques,

les interventions ponctuelles et sectorielles de l'État ne réussissent pas à résoudre les sérieuses difficultés socio-économiques qui y perdurent. Le niveau de salaire relativement élevé des travailleurs n'empêche pas le maintien d'un fort taux de chômage, d'une qualité de services collectifs déficiente et l'existence de vastes secteurs de marginalité socio-économique.<sup>28</sup>

Selon le CRDAT, ces interventions ont souvent été mises sur pied de façon incohérente sans avoir été intégrés dans un programme de développement global.<sup>29</sup> Cette constatation a également été faite par Clermont Dugas :

les régions périphériques ont été durant une dizaine d'années l'objet de certaines attentions de l'État en vue de réduire les disparités qui les démarquent des régions les plus développées de la province. Comme on l'a vu, des interventions effectuées de façon timide et sans conviction, n'ont rien donné de très encourageant.<sup>30</sup>

Il est facile de blâmer le gouvernement de son inaction. Toutefois, quelle était la nature de cette inertie? Le CERNOQ et le CDSNOQ ont dénoncé une série de manquements du gouvernement à l'égard du développement de la région. En voici un extrait :

<sup>27</sup> Roger GUY. « L'économie du Nord-Ouest fonctionne sur le modèle des pays colonisés », *L'Écho*, Val-d'Or, 5 mai 1971, p. B-1.

<sup>28</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. 98.

<sup>29</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : document de travail*, [s.l.n.d], p. sans pagination, Fonds d'archives du CRDAT, 08-Y, P14/4.

<sup>30</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. 230.

Il [le gouvernement québécois] n'a pas coordonné les efforts de développement, ni dirigé l'occupation de l'espace, ni prévu les perturbations qui allaient venir, ni protégé l'environnement. Il a été celui qui est placé devant des faits accomplis, qui paie pour les services collectifs et qui prend sur ses bras les problèmes laissés sur place par des entreprises parties chercher fortune ailleurs. À travers ce développement qui s'opérait rapidement, l'État n'a pas préservé les intérêts collectifs qui exigeaient qu'on prévoit l'avenir.<sup>31</sup>

À travers toutes ces revendications et ces accusations, Maurice Asselin voyait seulement deux solutions pour l'avenir de la région. La première concernait l'intégration de l'Abitibi-Témiscamingue à l'ensemble socio-économique québécois, tandis que la deuxième solution était la fermeture à long terme de la région. Selon ses observations,

Seule une politique globale de développement du territoire québécois établissant la trame des interventions entre les différentes régions, de même que les conditions nécessaires à leurs établissements et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs établis, permettra une intégration réelle de fait de cette région à l'ensemble québécois. En dehors d'une telle politique globale, les interventions demeureront partielles, sectorielles et, de toute façon, incapable de résoudre le problème d'érosion économique et démographique qui affecte cette portion de territoire et la rend de plus en plus dépendante de l'extérieur à peu près à tous les niveaux.<sup>32</sup>

En l'absence de telles mesures par le gouvernement, la fermeture de la région deviendrait inévitable.

---

<sup>31</sup> CERNOQ et CDSNOQ. Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : Présentation générale, *op. cit.*, p. 5-6.

<sup>32</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », 4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1979, p. 221.

### 2.1.2 La version gouvernementale

En 1960, l'arrivée au pouvoir du parti libéral de Jean Lesage est venue apporter un vent de renouveau sur le Québec. Dans la vague de changements apportés par les nouveaux dirigeants étatiques, le découpage du territoire en dix régions administratives était supposé venir en aide au gouvernement dans sa gestion de la province.<sup>33</sup> Ainsi, le gouvernement pouvait mieux identifier les zones d'influence des centres urbains de chaque région et harmoniser l'appareil gouvernemental sur le territoire. C'était, croyait-on, la première phase dans le nouveau programme de développement régional.<sup>34</sup> Or, comme le souligne Odette Vincent,

Si le découpage administratif de 1966 créant la région 08 facilite l'intervention directe de l'État québécois, il ne suffit pas à lui seul à forger une personnalité régionale. La prise de conscience du faible poids démographique et, par conséquent, politique de la région dans l'ensemble québécois suscite chez la population un sentiment de cohésion renforcé par l'isolement géographique.<sup>35</sup>

Cependant, le journal *Les Affaires* indique qu'avec ce découpage administratif, le gouvernement démontre un effort de régionalisation. Il souligne également que ce concept de régionalisation est synonyme, d'après Gérard D. Lévesque, ministre de

---

<sup>33</sup> Lawrence DESROSIERS *et al.* *Un aperçu général sur le développement régional au Québec*, Québec, École nationale d'administration publique, 1987, p. 35.

<sup>34</sup> Marc-Urbain PROULX *et al.* « La région géographique », *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 105.

<sup>35</sup> Odette VINCENT *et al.* « Le temps des affirmations : 1950 à nos jours », *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Coll. « Les régions du Québec », 7, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, *op. cit.*, p. 415-416.



l'Industrie et du Commerce, d'une décentralisation.<sup>36</sup> Toutefois, ce même journal met en garde ses lecteurs et la population sur les véritables intérêts du gouvernement :

Le thème à l'ordre du jour à Québec est beaucoup plus celui de la régionalisation économique que celui de la décentralisation industrielle. La «décentralisation» indique un mouvement unilatéral partant du centre pour aller on ne sait où. Au contraire, la «régionalisation» renferme deux réalités complémentaires : d'abord, celle qui consiste à décongestionner le centre ; ensuite et surtout, celle qui veut une concentration à l'échelon régional des activités qui autrement seraient éparses et non rentables.<sup>37</sup>

Ceci laissait présager aux régions périphériques un espoir en ce qui concerne le contrôle et le développement de leur région. Or, selon Lawrence Desrosiers, ce découpage administratif n'a jamais fait l'unanimité au niveau des ministères et des organismes gouvernementaux ainsi que chez les intervenants régionaux.<sup>38</sup>

Malgré les nombreuses et âpres attaques du CRDAT au niveau de la passivité du gouvernement, celui-ci mentionne l'importance de son rôle dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux causés par un développement économique déficient.<sup>39</sup> Le gouvernement ne peut et ne doit pas porter le blâme pour tous les problèmes liés au développement régional du Nord-Ouest québécois. D'après le

---

<sup>36</sup> « Québec accomplit un effort de «régionalisation économique» », *Les Affaires*, 11 octobre 1965, p. 10.

<sup>37</sup> « Québec accomplit un effort de «régionalisation économique» », *loc. cit.*

<sup>38</sup> Lawrence DESROSIERS *et al.* *Un aperçu général sur le développement régional au Québec*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>39</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : document de travail*, [s.l.n.d], *op. cit.*, p. sans pagination.



CRDAT, «l'État devait très souvent réparer les «pots cassés» suite à une situation à laquelle il n'était pas la cause. Les exigences sociales et politiques le forçaient à agir ainsi.»<sup>40</sup>

## 2.2 La création de l'Office de planification du Québec

Afin d'aider l'Abitibi-Témiscamingue dans son développement, le gouvernement mit sur pied un organisme constitué d'experts en planification : l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ). Celui-ci avait le mandat de sortir la région de sa léthargie en ciblant les points forts et les points faibles de la région. Avant de définir le mandat de l'OPDQ, il est important de préciser d'où provient cet organe consultatif et de qui il dépend. Premièrement, l'OPDQ dépend du ministère de la Planification et il est en relation constante avec le Comité interministériel de planification. Après sa création, l'OPDQ sera chapeauté par le Conseil de planification et de développement du Québec.<sup>41</sup>

L'une des raisons qui a poussé le gouvernement libéral à mettre sur pied l'OPDQ visait à combler une lacune importante au niveau des études gouvernementales sur les régions. Il existait déjà certaines études, mais celles-ci n'avaient jamais fait partie d'un

---

<sup>40</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : document de travail*, [s.l.n.d], *op. cit.*, p. sans pagination.

<sup>41</sup> CERNOQ. « Quelques éclaircissements sur la planification et les structures de planification au Québec », *Les feuillets du CERNOQ*, Coll. « Les feuillets du CERNOQ », volume 2, numéro 1, [s.l.], 1970, p. 7.

développement planifié cohérent.<sup>42</sup> Le Nord-Ouest du Québec n'était pas la première région à se voir doter d'une mission de planification. Le gouvernement mettra sur pied, entre 1968 et 1974, sept missions de ce genre en autant de régions.<sup>43</sup>

Cette mission de planification constitue la deuxième étape du gouvernement en ce qui concerne l'amélioration du développement régional (la première fut le découpage administratif de la province). Comme nous l'indique Lawrence Desrosiers, les missions «ont servi d'amorce à la régionalisation de l'appareil de l'État, à la décentralisation de plusieurs ministères et à une plus grande visibilité des interventions gouvernementales en région.» De plus, les régions auront, grâce à l'OPDQ, participé à la création d'une structure de consultation et de participation avec les habitants de leur territoire. Cela aura permis de mieux encadrer les efforts de développement.<sup>44</sup>

---

<sup>42</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques [...]*, op. cit., p. 99.

<sup>43</sup> Voici la liste de ces missions de planification : 1968 – Mission technique du Bassin de la Yamaska ; 1968 – Mission de planification régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean ; 1970 – Mission du Nord-Ouest du Québec ; 1971 – Mission d'étude et de consultation de l'Estrie ; 1971 – Mission de développement de la Côte-Nord ; 1973 – Mission de planification pour la sous-région de Charlevoix ; 1974 – Mission de planification de l'Outaouais. Lawrence DESROSIERS *et al.* *Un aperçu général sur le développement régional au Québec*, op. cit., p. 44-45.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 45.

### 2.2.1 Son mandat

Le premier mandat de l'OPDQ en Abitibi-Témiscamingue était de préparer une esquisse de plan<sup>45</sup> selon deux perspectives : l'une «à long terme : en définissant des objectifs sectoriels et globaux ; [l'autre] à court terme : en faisant une programmation budgétaire des activités gouvernementales pour l'année 1971-72.» Les responsables de l'OPDQ devaient ainsi proposer des projets réalisables rapidement et qui «apporteraient [...] des correctifs adéquats aux situations jugées pressantes [...]»<sup>46</sup> Par la suite, ces projets seraient resitués dans une politique globale de développement et de vision à long terme.<sup>47</sup> Il est important de mentionner que les décisions et les projets de développement de la région seront inscrits au budget de 1971-72. Le gouvernement démontre ainsi clairement son intention de supporter le développement des régions desservies par les missions de développement.

Avant même d'avoir débuté la sauvegarde des régions périphériques, le gouvernement se voyait confronté à une problématique un peu gênante. En fait, la

---

<sup>45</sup> Comme le souligne l'OPDQ, il est important de mentionner qu'il ne s'agit pas au départ d'un plan de développement, mais bien d'une esquisse. QUÉBEC (PROVINCE), MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS. *Résumé de l'esquisse du plan*, Québec, Gouvernement du Québec, 1971, p. 11.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>47</sup> Les objectifs à long terme du gouvernement québécois et de l'OPDQ étaient les suivants : « accroissement de l'exploitation des ressources et consolidation de l'industrie secondaire (c'est-à-dire de transformation) ; mobilité, formation et sécurité de la main-d'oeuvre ; structuration de l'espace régional ; amélioration des services de bien-être, de santé et d'éducation ; mise en place des institutions de planification et participation des gens. » « Les objectifs du gouvernement dans le Nord-Ouest québécois », *L'Écho*, 31 mars 1971, p. 7.



planification régionale comportait des limites, car le gouvernement n'avait pas entrepris l'établissement d'une politique de développement globale à l'échelle du Québec.<sup>48</sup> Les dirigeants régionaux se rendront rapidement à l'évidence que plusieurs secteurs de développement passent par une planification globale au niveau provincial. Cela provoquera un obstacle majeur dans la définition d'une politique de développement.

De plus, les sommes d'argent mis à la disposition de l'OPDQ étaient jugées insuffisantes par ce comité même. L'OPDQ mentionnait que

l'État néglige trop souvent d'exploiter tous les moyens légaux et financiers dans le cadre des structures actuelles. [...] En plus des [...] limites mentionnées, il faut en ajouter une autre de caractère plus général : l'interdépendance des provinces à l'intérieur du Canada et des différents États à l'échelle mondiale.<sup>49</sup>

Il devient évident que la bonne volonté du gouvernement dans le développement de l'Abitibi-Témiscamingue s'est vite vue confrontée à son manque de préparation.

En voyant cette évidence, l'OPDQ décida de privilégier les responsables régionaux des ministères au niveau de l'élaboration de l'esquisse. En ayant déjà une bonne connaissance des problèmes de la région, l'OPDQ croyait pouvoir circonscrire rapidement tous les problèmes régionaux. La participation de la population dans la mission de planification était essentielle. C'est ainsi que plusieurs organismes de la

---

<sup>48</sup> QUÉBEC (PROVINCE), MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS. *Résumé de l'esquisse du plan*, op. cit., p. 10.

<sup>49</sup> QUÉBEC (PROVINCE), MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS. *Résumé de l'esquisse du plan*, loc. cit.



région ont été invités à participer à l'esquisse dont le Conseil consultatif de la culture, le Conseil régional de développement, le Conseil général de la santé et des services sociaux, etc. La population pouvait participer même si elle n'était pas regroupée dans un organisme reconnu par le gouvernement. L'OPDQ s'est vite interrogée sur la coordination des efforts de tous les participants à l'esquisse. On s'est aperçu qu'il y avait des dédoublements dans plusieurs secteurs d'activités.<sup>50</sup>

### 2.2.2. L'implication du milieu en ce qui concerne la réalisation de la mission

Lors de la mise sur pied de la mission de développement en Abitibi-Témiscamingue, la population régionale savait qu'elle serait interpellée. Or, la région ne faisait que commencer à se doter de structures organisationnelles au niveau régional. Ainsi, le CERNOQ avait été désigné, par l'OPDQ, pour être l'interlocuteur privilégié de la mission au niveau régional.<sup>51</sup> Cet organisme avait le mandat de faire le lien entre le gouvernement (ainsi que ses ministères) et la population régionale.<sup>52</sup> Ainsi, l'OPDQ

---

<sup>50</sup> *La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08, op. cit., p. 104-105.*

<sup>51</sup> Il est important de mentionner que le CERNOQ a fait appel au CDSNOQ pour lui venir en aide au niveau de l'organisation des consultations sur les secteurs sociaux et de la rédaction de cette partie dans l'Avis. CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale, op. cit., p. 12-13.*

<sup>52</sup> Voici le résumé du travail effectué par le CERNOQ : « Il a d'abord soumis [...] le programme de travail de la Mission aux représentants de la population et retransmis la réaction de ces derniers à l'OPDQ. Il a ensuite fait étudier, par des comités consultatifs formés à cette fin, chacune des trois versions successives de l'Esquisse du Plan Régional. Il a organisé des rencontres entre les officiers des ministères et les groupes qui sont concernés par l'action de ces ministères, et ce, par l'intermédiaire des comités consultatifs. Il a organisé, dans la mesure des disponibilités, des rencontres sur le terrain entre les membres de la Mission et la population de chacun des secteurs géographiques. Il a cherché à informer la population en général de la marche des travaux de la Mission. Il fournit, enfin, par le présent rapport, la synthèse des points de vue et opinions

créa une dizaine de comités permanents spécialisés dans un secteur d'activités étudié dans le cadre du Plan d'aménagement du Nord-Ouest québécois.<sup>53</sup> L'objectif général poursuivi par le CERNOQ était de satisfaire les intérêts de tous les groupes présents lors des consultations. Chacun des comités devait suggérer des idées pouvant améliorer la situation régionale. Les comités devaient évaluer l'implication gouvernementale dans leur secteur respectif ainsi que les projets mis de l'avant par celui-ci.<sup>54</sup>

Or, la population en général pouvait également participer au débat. Une dizaine de rencontres d'information tenues à travers la région ont eu lieu, en plus d'une vingtaine de réunions publiques dans le cadre du réaménagement des zones marginales. Durant la tournée consultative du CERNOQ, environ 70 rencontres d'une journée ont eu lieu. Une étude sur la population du Nord-Ouest québécois, sur les emplois et les services a aussi

---

recueillis au cours de cette année de consultation. » CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale, op. cit.*, p. 5-6.

<sup>53</sup> Voici une description de la composition de ces comités : « A) Les comités devaient comprendre des représentants des principaux intérêts qui existent dans un secteur donné. B) Ces représentants devaient provenir des différentes parties de la région, de façon à ce que la représentation territoriale soit assurée. C) Pour satisfaire aux exigences d'un bon fonctionnement, le nombre de membres, par comité, dû être limité à douze environ. D) Les membres des comités ont été délégués par les groupes intéressés sur invitation du CERNOQ ; ainsi, ces membres ne siègèrent pas à titre personnel, mais plutôt à titre de représentant d'un groupe. E) Étant donné la largeur de leur champs d'intérêts, les syndicats ouvriers et les chambres de commerce ont été invités à déléguer un représentant dans la plupart des comités. F) À partir du principe qu'on ne peut pas être à la fois consulté et consultant, les fonctionnaires provinciaux ou fédéraux ne purent faire partie des comités consultatifs. » CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale, op. cit.*, p. 10.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 9.

été faite afin de bien cibler les besoins régionaux.<sup>55</sup> Bref, environ 2 700 personnes ont participé au projet.<sup>56</sup> Le CERNOQ était toutefois conscient que ce nombre de participants demeurerait très faible compte tenu de l'envergure du projet. Ce nombre représente 3, 4 % de la population adulte de la région ; un taux de participation très médiocre.

### 2.3 Les résultats de la Mission de planification

Après de multiples rencontres d'information et des mois de recherches, l'OPDQ a remis une première version du rapport final qu'elle entendait déposer. Le CERNOQ était alors chargé de commenter le travail accompli. Cette première version n'a pas été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme. En fait, le CERNOQ affirmait que l'OPDQ avait effectué une approche timide en ce qui concernait le développement régional.

L'OPDQ semblait favoriser un développement des territoires nordiques de la région au détriment des autres. Le CERNOQ mentionnait que l'attrait du potentiel hydroélectrique de la Baie James ne devait pas devenir l'unique pôle de développement pour le Nord-Ouest québécois.<sup>57</sup> De plus, le CERNOQ mentionnait que plusieurs

---

<sup>55</sup> CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale*, op. cit., p. 10 à 12.

<sup>56</sup> Voici comment le CERNOQ a réparti les participants : 200 d'entre eux ont pris part à la mise sur pied de l'Avis, 500 personnes ont agi comme consultant et 2 000 personnes ont pris part aux nombreux débats. CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale*, op. cit., p. 13.

<sup>57</sup> CERNOQ. « Le CERNOQ prend position sur le programme de travail de la Mission de planification », *Les feuillets du CERNOQ*, Coll. « Les feuillets du CERNOQ », volume 2, numéro 3, [s.l.], 1970, p. 3.



secteurs d'activités économiques n'avaient pas fait l'objet d'analyses suffisantes (notamment le secteur de l'agriculture). En soi, le document dans son ensemble méritait d'être refait :

La rédaction des différents programmes sectoriels de la Mission révèle une méthode insuffisamment rigoureuse. Soit qu'on n'indique pas les objectifs poursuivis par les ministères, qu'on décrive trop vaguement ses actions ou qu'on n'arrive pas à formuler en terme de programme de travail ce qu'on se propose de faire dans le cadre de la Mission.<sup>58</sup>

La critique virulente émise par le CERNOQ auprès de l'OPDQ n'a manifestement pas trouvé écho auprès des fonctionnaires gouvernementaux. Lors du dépôt final en 1971, l'Abitibi-Témiscamingue se voyait remettre un document où l'on faisait un inventaire des misères du Nord-Ouest québécois. Monsieur Jean Desjardins, maire de Matagami, mentionnait que le « fameux Rapport de la Mission de Planification est bien loin de marquer un grand pas en avant pour le Nord-Ouest. [...] la plupart des problèmes et des recommandations mis en évidence dans le Rapport de la Mission ont déjà été tous soulevés maintes fois depuis plus de dix ans. »<sup>59</sup> Même le premier ministre Robert Bourassa mentionnait que le rapport n'avait rien de bien encourageant et que la situation était sérieuse. Selon lui, le développement de la Baie James devenait une nécessité pour sauvegarder la région.<sup>60</sup>

---

<sup>58</sup> CERNOQ. « Le CERNOQ prend position sur le programme de travail de la Mission de planification », *op. cit.*, p. 4.

<sup>59</sup> « Le Rapport : un inventaire des misères du Nord-Ouest québécois », *L'Écho*, 14 avril 1971, p. 6.

<sup>60</sup> « Un rapport pas encourageant – Le premier ministre Bourassa », *L'Écho d'Amos*, 3 février 1971, p. 11.



Pour plusieurs personnes, le gouvernement québécois était décidé à abandonner la région. Un sentiment de colère et de frustration était perceptible. Selon M. André Gagnon, président de la Fédération des Chambres de Commerce de l'Abitibi, le gouvernement appliquera les premiers soins sur des cadavres s'il continue de s'occuper de la région avec la même lenteur administrative qui paralyse tout. Il affirmait également que la « Fédération embarquera avec tout mouvement susceptible d'amener de l'action, même si la ligne d'action et les moyens employés sont plus radicaux que tout ce qu'on a connu jusqu'à maintenant. On ne peut plus avoir et on n'aura plus un ton suggestif et conciliant. »<sup>61</sup>

La détermination de la population de l'Abitibi-Témiscamingue qui a changé le sort réservé à sa région ne peut être remise en question. Toutefois, certaines personnes préconisaient des moyens plus radicaux afin de parvenir à leurs fins. L'attitude de M. Gagnon vis-à-vis l'incompétence du gouvernement québécois dans le développement de la région n'était pas isolée. En fait, plusieurs personnes partageaient ces sentiments. C'est alors que nous verrons apparaître un mouvement singulier, voire même unique, dans l'histoire du Québec : un comité prônant la sécession du Nord-Ouest québécois avec la province de Québec afin de créer la 11<sup>e</sup> province canadienne.

---

<sup>61</sup> « Le gouvernement applique les premiers soins sur un cadavre », *L'Écho*, 14 avril 1971, p. 14.

## CHAPITRE 3

### LE PROJET D'UNE ONZIÈME PROVINCE AU CANADA

*La onzième province en Abitibi ... on y croyait dur comme fer!*  
*Jean-Pierre Bélanger, membre du comité*

La mise en place tardive des processus de développement du Nord-Ouest québécois a provoqué un sentiment d'indignation chez une partie de la population. L'arrivée au pouvoir du parti libéral de Jean Lesage et ses promesses de changement ne suffirent pas à calmer la grogne. Si bien qu'au début de 1967, un petit noyau de professionnels se réunit afin de trouver des solutions durables au marasme économique que subit la région depuis quelques années.

Ce regroupement de personnes réclame rien de moins que la sécession avec la province de Québec afin de créer la 11<sup>e</sup> province du Canada. À travers cette menace séparatiste, plusieurs revendications sont mises de l'avant. Cette possible partition du territoire vient insuffler une pression supplémentaire sur le gouvernement québécois en ce qui concerne le développement de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette proposition inattendue provoque plusieurs réactions auprès de la population et des dirigeants politiques.

Or, comment en est-on venu à proposer ce genre de solution pour aider le Nord-Ouest québécois? Nous examinerons en premier lieu les revendications du comité pour la onzième province. Les membres de ce comité ont mis en évidence les nombreux

problèmes du Nord-Ouest québécois. Ils ont démontré l'inaction gouvernementale et ont revendiqué des changements. Nous constaterons également les répercussions de ce projet sur le développement de la région et l'effort de l'État pour lui venir en aide. Afin de mieux comprendre pourquoi l'élite économique du Nord-Ouest québécois a émis un tel cri d'alarme, nous aborderons également la question du régionalisme. Ainsi, nous pourrions mettre en lumière les causes et les conséquences du régionalisme en Abitibi-Témiscamingue durant les années 1960.

### **1. La courte histoire du comité pour la onzième province, 1966-1968**

À travers l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, il a été répertorié quatre types d'attitudes vis-à-vis la situation sociale et économique de la région. Il y a tout d'abord ceux qui ne se préoccupent de rien et ne désirent pas s'impliquer. Il y a ensuite ceux qui ne voient aucun avenir pour la région et qui ne se cachent pas pour le dire. Il y a aussi ceux qui ne voient aucun avenir, mais qui ne veulent pas l'exprimer. Finalement, il y a ceux qui croient en la région et qui travaillent pour trouver des solutions.<sup>1</sup> Le groupe de citoyens qui a fondé le comité pour la 11<sup>e</sup> province était de ceux qui croyaient dans le

---

<sup>1</sup> Laurent DESHAIES. « Le développement économique de l'Abitibi-Témiscamingue. Essai de prospective ou esquisse d'une géographie du futur de la région. Deuxième partie. », *De l'Abittibbi-Témiskaming*, Coll. « Cahiers du Département d'histoire et de géographie », numéro 3, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1976, p. 82-83.

riche potentiel de la région. Bien que ce mouvement ait été éphémère, il n'en demeure pas moins que ce fut une réaction musclée pour l'époque.<sup>2</sup>

La majorité des anciens artisans de ce comité sont toujours vivants. J'ai eu la chance de rencontrer neuf des quinze membres. Cependant, la majorité d'entre eux n'ont pas voulu participer au projet en étant interviewés. La tournure des événements entourant les revendications du comité font en sorte que plusieurs membres désirent oublier cette expérience. Les membres du comité ont souvent été ridiculisés dans le passé et ne veulent plus être exposés à ce genre de dérision. J'ai eu beaucoup de difficulté à obtenir leur confiance. En tout, deux personnes sur les neuf membres ont voulu participer aux entrevues. Une de ces personnes était très réfractaire et ce n'est qu'au moment où je lui ai promis de ne pas divulguer son identité dans l'étude que celui-ci a été enclin à s'ouvrir à moi. Ils m'ont expliqué leur rôle dans le mouvement, les objectifs du comité et toute l'histoire entourant le projet. Ces rencontres m'ont permis de corroborer les renseignements émis par ceux qui ont bien voulu participer au projet.

### 1.1 La constitution du comité

En 1966, une poignée d'hommes d'affaires de la région ont appris l'existence d'un mouvement séparatiste dans le Nord ontarien.<sup>3</sup> Ils se sont alors rendus en Ontario

---

<sup>2</sup> Lizette Jalbert mentionne qu'à travers le régionalisme, il est fréquent de voir les premiers mouvements revendicateurs prendre une tendance plus réactionnaire. Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1983, p. 98.



pour discuter avec les dirigeants du mouvement. Le projet était déjà bien avancé en Ontario lorsque le Nord-Ouest québécois s'est joint au projet.<sup>4</sup> Peu de temps après la rencontre avec le noyau séparatiste ontarien, les premières réunions du comité québécois pour la 11<sup>e</sup> province étaient tenues afin de trouver des solutions aux problèmes régionaux.

Les raisons qui ont poussé ces personnes à se regrouper tournaient autour du «mécontentement, de la lassitude, de la rancœur à l'endroit de la région montréalaise – qui «accapare tout» - et des gouvernements provincial et fédéral» pour leur incompétence.<sup>5</sup> Ce mécontentement n'était pas une réaction spontanée qui allait se résorber rapidement. Il s'agissait plutôt d'un mécontentement chronique qui durait depuis 50 ans. La population de cette région a toujours eu le sentiment d'être la victime du marchandage politique et de l'inaction des gouvernements.

À la tête de ce comité, on retrouvait Wilfrid Sabourin, un agent d'assurance de Val-d'Or. Henri Bellehumeur, un hôtelier de Rouyn-Noranda et ancien candidat de l'Union Nationale, assurait la vice-présidence, et Jean-Pierre Bélanger, un comptable,

---

<sup>3</sup> Les membres du comité provenaient de Val-d'Or, Amos, Rouyn-Noranda, Malartic et La Sarre. Vincent ROUSSON. *Entrevue avec John Doe*, 555 Boulevard de l'hôtel de ville, Val-d'Or, 27 juillet 1998, Entrevue (20 minutes).

<sup>4</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 911 Avenue Brébeuf, Val-d'Or, 31 août 1999, Entrevue (45 minutes).

<sup>5</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », *Perspectives*, volume 9, no 2, 1967, p. 3.

fut nommé secrétaire-trésorier du comité. En tout et partout, il y avait une quinzaine de membres qui faisaient partie du comité.

Le comité pour la 11<sup>e</sup> province n'avait aucune permanence et se réunissait environ une fois par mois. En fait, le comité se définissait comme étant «un organisme d'études, de sondages et d'information auprès du public.»<sup>6</sup> La durée de vie du comité a été d'environ huit mois. Toutefois, malgré la courte durée du comité, sa présence a été diffusée dans toute la région et même au niveau provincial. Plusieurs réunions ont été tenues en Abitibi et la population répondait positivement aux rencontres. Chacune des réunions pouvait comporter entre 50 et 100 participants.<sup>7</sup> De plus, des émissions de télévision et de radio ont également été réalisées afin de promouvoir cette idée.<sup>8</sup> Chacun des membres investit une petite somme d'argent afin d'avoir un fonds pour la promotion de leur idée. Durant les 18 mois d'opération, le comité a eu un budget de 800\$.<sup>9</sup> Les membres du comité ont ainsi pu sillonner tout l'Abitibi d'est en ouest et du nord au sud.

Un des buts du comité était de faire connaître le projet à la population et de l'informer sur les problèmes régionaux. En plus de faire de la propagande

---

<sup>6</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », *op. cit.*, p. 3.

<sup>7</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

<sup>8</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *11<sup>e</sup> province que seras-tu?*, [s.l.n.d.], p. 1, MARQUIS, Jean-Pierre, Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois, 08-Y, P21/3-77, Campagne du conseil du Bien-Être Régional – communiqué de presse -.

<sup>9</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

sécessionniste en région, les membres du comité ont accordé plusieurs entrevues à des journalistes du Sud de la province.<sup>10</sup> La diffusion du message a même attiré l'attention de la Gendarmerie Royale du Canada. Des inspecteurs sont venus rencontrer plusieurs membres, dont M. Sabourin, afin de vérifier si les activités du groupe n'étaient pas subversives.<sup>11</sup>

## 1.2 Le rôle du Nord-Est ontarien dans le projet

J'ai mentionné plus tôt que le comité pour la 11<sup>e</sup> province menaçait de séparer l'Abitibi-Témiscamingue du Québec et de créer, avec le Nord-Est ontarien, la 11<sup>e</sup> province du Canada (voir carte 5). Quelles sont les raisons qui peuvent pousser une région à majorité francophone à s'unir avec une autre région à majorité anglophone? Pourquoi avoir choisi une région de l'Ontario et non une autre région québécoise?

### 1.2.1 Les relations frontalières des deux régions

Depuis l'ouverture de la région pour la colonisation, l'Abitibi-Témiscamingue a toujours eu d'étroites relations avec le Nord de l'Ontario. En fait, le Nord-Est ontarien a joué un rôle prépondérant dans la survie de la région. Au début de la

---

<sup>10</sup> Réal BOUVIER. « Le Nord-Ouest québécois vit le suspense du développement économique : Une population éloignée, oubliée par les gouvernements et traitée en parent pauvre », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 septembre 1970, p. A5.

<sup>11</sup> Malheureusement, je n'ai pas eu accès aux dossiers de la GRC concernant le projet de la 11<sup>e</sup> province. M. Bélanger m'a confié que les inspecteurs avaient conclu que les activités du groupes n'étaient pas subversives et l'enquête n'a pas été poussée plus loin. Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.



colonisation du Témiscamingue, le transport de la population et des matières premières se faisait majoritairement par l'Ontario. Ce n'est que lorsque l'Abitibi fut ouverte à la colonisation que les moyens de communication avec le Sud de la province ont été améliorés.

Ainsi donc, privée de route pouvant la relier au reste du Québec jusque vers 1940-45, privée de voie de chemin de fer jusqu'en 1914 (aucune voie ne relie l'Abitibi au Témiscamingue directement avant 1926-27), cette immense région s'est tout naturellement tournée vers l'Ontario où une bonne route allait sans interruption du sud au nord dès avant 1934 et où le chemin de fer desservait toute cette contrée dès 1908. Sous ce rapport, la frontière indiquait donc un très important déséquilibre sur le plan de l'intégration territoriale entre deux espaces soumis à des juridictions différentes.<sup>12</sup>

La proximité de l'Ontario et l'absence de lien direct vers le Sud du Québec ont provoqué le développement de liens économiques importants. L'influence de l'Ontario dans le développement minier du Nord-Ouest québécois est indéniable. Le commerce de gros et de détail s'est longtemps effectué d'est en ouest au lieu du nord vers le sud. Dans les faits, 50 % des affaires de la région se transigeaient avec le Nord-Est ontarien.<sup>13</sup> De plus, les deux régions avaient un taux de bilinguisme très élevé au milieu du XXe siècle. Ceci explique aussi pourquoi les deux régions étaient aussi proches économiquement et culturellement l'une de l'autre.<sup>14</sup>

<sup>12</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », 4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1979, p. 207.

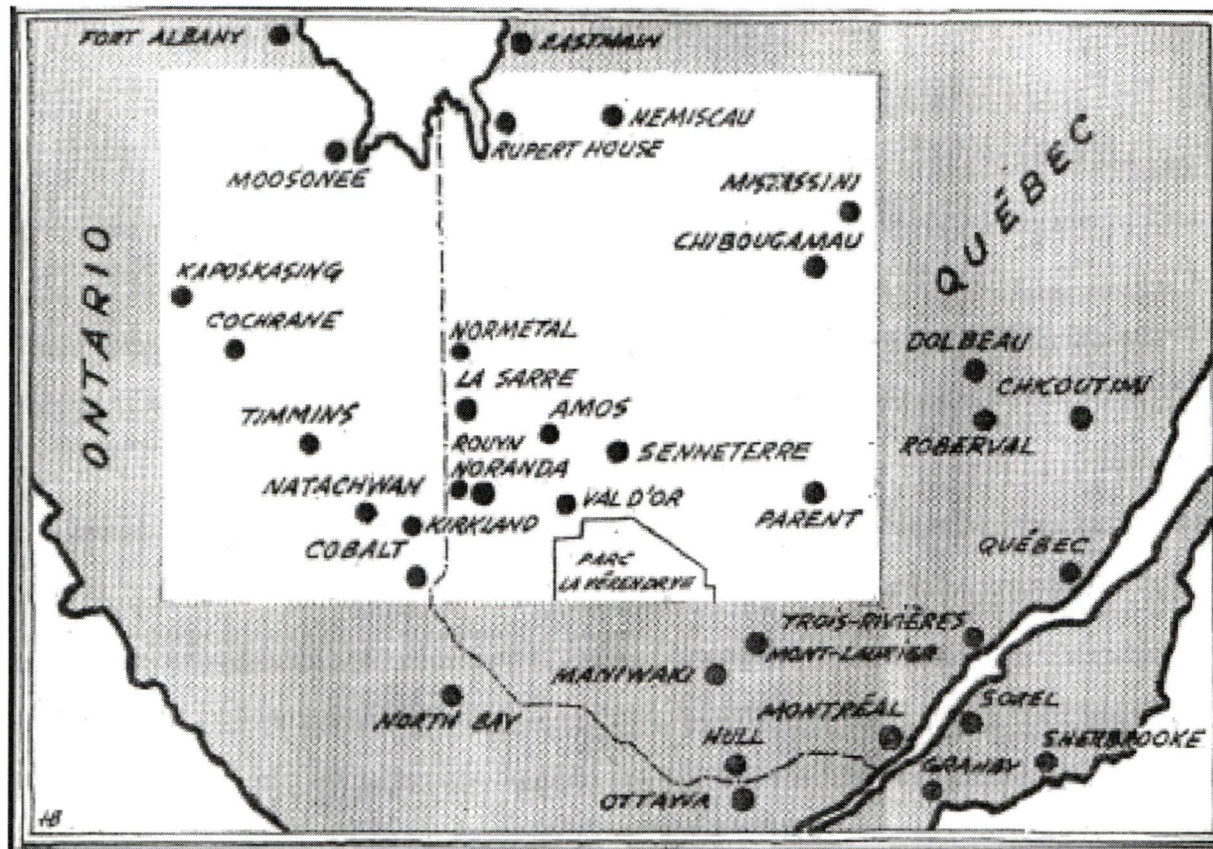
<sup>13</sup> Michel DRAPER. « La solution de désespoir d'une annexion au nord de l'Ontario », *Le Devoir*, 1966, p. 3.

<sup>14</sup> Normand PAQUIN. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2<sup>e</sup> édition, Coll. « Cahiers du département d'histoire et de géographie », Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1981, p. 125.



### Carte 5

Les limites géographiques de la 11<sup>e</sup> province canadienne



**Source :** Maurice ROY. L'Abitibi veut se séparer du Québec : une onzième province? », *Le Petit Journal*, 13 novembre 1966, p. 26 et 55.

L'Office de planification et de développement du Québec a démontré qu'il y avait une forte proportion de Québécois qui travaillaient en Ontario. Cette étude a également démontré l'existence d'une importante migration vers l'Ontario. De 700 à 800 familles québécoises auraient migré vers la province voisine au début des années 1970.<sup>15</sup>

Nous pouvons maintenant comprendre pourquoi le Nord-Ouest québécois s'est joint au projet sécessionniste du Nord-Est ontarien, car ces deux régions ont évolué ensemble pendant de longues années. Maurice Asselin mentionnait que ces deux régions «semblent offrir les principales caractéristiques nécessaires à la création d'une région transfrontalière plus apte à assurer la croissance normale des deux secteurs.»<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *op. cit.*, p. 207. Voir également à ce sujet ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Témiscamingue : Un comté à la recherche d'une province*, [s.l.n.d.], p. sans pagination, GARIEPY, Gilles, Fonds d'archives de la Société d'histoire de Rouyn-Noranda, 08-Y, P117/1-27, Nord-Ouest québécois, coupures de presse, 1960-1971.

<sup>16</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *op. cit.*, p. 223. André Patry mentionnait qu'une région se caractérisait par des similitudes non seulement d'ordre physique mais aussi culturel. Le Nord-Ouest québécois et le Nord-Est ontarien présentent à la fois ces mêmes caractéristiques physiques et culturel. Il était donc normal que ces deux régions développent un fort sentiment d'appartenance et de repli sur soi. « Le régionalisme à travers le monde. Entretien avec André Patry », *Critère*, numéro 24, hiver 1979, p. 169.

### 1.2.2 L'implication ontarienne dans le projet

Le projet sécessionniste ontarien n'a pas duré très longtemps.<sup>17</sup> Une fois que les dirigeants ontariens du mouvement sécessionniste eurent conclu une alliance avec les hommes d'affaires québécois, le gouvernement ontarien décida de régler le problème. Afin de ne pas perdre un morceau de territoire caractérisé comme étant le «coffre aux trésors du Canada»<sup>18</sup>, une délégation du gouvernement fut envoyée pour acheter la paix. Selon Jean-Pierre Bélanger, le gouvernement ontarien injecta une somme d'argent pouvant s'évaluer à environ 19 millions de dollars dans les municipalités du Nord-Est ontarien. On a construit des routes, des écoles, des institutions socio-sanitaires afin de calmer les ardeurs de la population.<sup>19</sup> Le projet d'une 11<sup>e</sup> province venait alors de sombrer dans l'oubli pour la population ontarienne. Le gouvernement avait réussi à convaincre la population à coups de millions que l'Ontario était un endroit où il fait bon vivre.<sup>20</sup>

---

<sup>17</sup> Je n'ai pas été en mesure d'obtenir l'information concernant le moment exact de l'arrêt de la campagne ontarienne. Selon Jean-Pierre Bélanger, déjà en 1967 les Ontariens avaient abandonné le mouvement. Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

<sup>18</sup> Michel DRAPER. « La solution de désespoir d'une annexion au nord de l'Ontario », *op. cit.*, p. 3.

<sup>19</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

<sup>20</sup> Voir également à ce sujet Maurice ROY. « L'Abitibi veut se séparer du Québec : une onzième province ? » *Le Petit Journal*, 13 novembre 1966, p. 26 et 55.



### 1.3 Les revendications du comité

Malgré le retrait des Ontariens, les Abitibiens ont poursuivi leur travail. L'objectif de base était simple : la création d'une 11<sup>e</sup> province au Canada. Selon Jean-Pierre Bélanger, « il s'agissait de mettre une barrière quelque part entre Mont-Laurier et Val-d'Or et inviter les gens du Lac Saint-Jean s'ils le veulent *pi* on va demander au fédéral de nous créer en province [...]»<sup>21</sup> Lorsque l'idée du séparatisme témiscabibien a surgi, plusieurs ont relié les volontés du comité aux partisans de l'indépendance du Québec.

Dans les faits, rien n'était plus loin de la vérité. Le comité québécois voulait s'unir avec le Nord-Est ontarien, car ceux-ci vivaient les mêmes problèmes.<sup>22</sup> Dans son article, paru dans le journal *Le Devoir*, sur le désespoir du Nord-Ouest québécois, Michel Draper affirmait qu'une nouvelle idéologie était née : le «séparatisme d'esprit fédéraliste».<sup>23</sup> Cette idée pouvait paraître farfelue, mais la majorité de la population n'était pas en désaccord avec l'idée. Même que certains membres du clergé, comme l'évêque anglican du diocèse de Timmins, ont demandé «aux gens du Nord ontarien de

<sup>21</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

<sup>22</sup> Pour Maurice Asselin, la menace d'une sécession «peut-être vue comme l'emploi de l'arme dont dispose la majorité des frontaliers afin de forcer les États à répondre à leurs besoins. La proximité de la frontière constitue alors pour eux un pouvoir de négociation plus ou moins efficace, mais c'est en même temps l'ultime recours pour une population qui ne désire pas modifier fondamentalement l'ordre établi.» Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *op. cit.*, p. 221.

<sup>23</sup> Michel DRAPER. « La solution de désespoir d'une annexion au nord de l'Ontario », 1966, p. 3.



s'empresser d'établir de sérieuses relations avec la population du Nord-Ouest québécois en vue de former une nouvelle province.»<sup>24</sup> Le comité avait d'autant plus commencé à étudier les implications juridiques d'une telle entreprise.

Selon M. Sabourin, les dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ne semblaient pas interdire à une région ou à des régions de former une nouvelle province. «En fait, disait-il, le cas ne s'est jamais produit, mais à une époque où l'on parle tellement de séparatisme québécois, nous ne voyons pas pourquoi une région n'aurait pas le droit de se séparer d'une province.»<sup>25</sup> Selon Me Joseph Morin, notaire à Val-d'Or, il fallait procéder par référendum dans les quatre comtés du Nord-Ouest :

C'est l'autorisation de tenir un référendum qui serait difficile à arracher au gouvernement de Québec. Le consentement obtenu, il faudrait voir ensuite le résultat de la consultation populaire. S'il est favorable, le gouvernement serait obligé d'y donner suite en sanctionnant ce résultat par une loi. La dernière étape de la sécession serait la plus facile [...] Elle consisterait à demander à la Reine, par Ottawa, de reconnaître l'existence d'une onzième province au Canada.<sup>26</sup>

Cette campagne cachait aussi un sérieux mécontentement vis-à-vis la centralisation administrative et culturelle concentrée au Sud de la province. Ce sentiment de dégoût était aussi partagé par l'ensemble de la population de la région. Lucien Fontaine, membre de la Chambre de commerce de Val-d'Or à l'époque,

---

<sup>24</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », 1967, p. 4.

<sup>25</sup> Jacques COULON, *loc. cit.*

<sup>26</sup> Maurice ROY. . « L'Abitibi veut se séparer du Québec : une onzième province? », 1966., p. 55.

mentionnait que la population était obligée «pour toutes sortes de raisons, d'aller fréquemment à Montréal, Québec et même Toronto [...]» pour régler des dossiers avec les institutions gouvernementales.<sup>27</sup>

En somme, le comité revendiquait une amélioration du sort réservé à la région. Le malaise de la région n'était pas seulement relié au niveau psychologique, mais on pouvait le sentir physiquement. Le comité demandait entre autres de meilleurs moyens de communication avec les grands centres.<sup>28</sup> Il existait un véritable sentiment d'abandon parmi la population. Dans une assemblée d'information sur la 11<sup>e</sup> province, Wilfrid Sabourin faisait remarquer que la région fut développée par Toronto et que les routes ontariennes étaient le moyen privilégié pour sortir de la région. Selon M. Sabourin, il «a fallu 25 ans aux gens du bas de la province pour se rendre compte qu'on existait.»<sup>29</sup>

La route reliant la région à Mont-Laurier a débuté en 1939 pour se terminer seulement en 1965.<sup>30</sup> La qualité de cette route laissait aussi à désirer, car sur 400 kilomètres, seulement 13 kilomètres étaient assez larges pour pouvoir stationner son automobile en cas de panne. Le comité pour la 11<sup>e</sup> province suggérait aux citoyens de la

---

<sup>27</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », 1967, p. 4.

<sup>28</sup> Yvonne BOUCHARD et Marie FONTAINE. « La province d'Abitibi, la onzième? », *Actualité*, janvier 1968, p. 41.

<sup>29</sup> Evelyn DUMAS-GAGNON. « L'Abitibi fait au Québec le «coup du séparatisme», *Le Devoir*, 25 septembre 1967, p. sans pagination.

<sup>30</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », 1967, p. 4.

région d'actionner le gouvernement québécois et le ministère des transports en cas d'accident pour négligence.<sup>31</sup> Bien que l'Abitibi ne fût reliée que tardivement au Sud de la province, le Témiscamingue, lui, ne l'était pas, et ce, même après plus de 100 ans suivant l'annexion du territoire au Québec. Lors d'un reportage sur le Témiscamingue, le journaliste Gilles Gariépy a recueilli les commentaires suivants de la part des citoyens :

Vous savez, nous autres, on se dit qu'on fait encore partie du Québec. Mais à part le ministère du Revenu et celui du Bien-être social, il n'y a personne au Québec qui le sait ... et surtout pas la Voirie. En réalité, on fait un peu partie de l'Ontario. C'est là que la route nous mène. C'est là que nos gens trouvent du travail, c'est là que nos gens émigrent. Mais le malheur, c'est que si on demande à Toronto de venir construire nos routes dans le comté, ils vont refuser en disant qu'on est de l'autre bord de la frontière!<sup>32</sup>

Les difficultés de pénétration dans la région provoquent aussi de sérieuses variations dans les prix des produits alimentaires et de l'essence.

De plus, contrairement aux croyances populaires, les salaires de la région sont généralement plus bas que ceux des grands centres. Selon le «Survey of Markets» du *Financial Post* pour 1964-65, le revenu moyen du Nord-Ouest québécois était situé à 1100 \$ contre 1690 \$ pour la région montréalaise. Or, comme le souligne Michel Draper :

il convient de faire attention ici à un paradoxe de la richesse qui est flagrant dans cette région : l'implantation d'industries vouées à l'exploitation des ressources naturelles, payant des salaires élevés,

---

<sup>31</sup> Vincent ROUSSON. Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger, 31 août 1999.

<sup>32</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Témiscamingue : Un comté à la recherche d'une province*, [s.l.n.d.], op. cit., p. sans pagination.



mais à une petite partie de la population, a fait grimper la moyenne de revenu de la région en dissimulant derrière cet écran une forte partie de la main-d'œuvre comptant sur des secours extérieurs pour vivre normalement. Notons que des hommes de métier [...] gagnent aussi peu que \$1,05 l'heure!<sup>33</sup>

Un coup d'œil rapide sur la région nous laisse croire que tout semble normal, mais lorsque l'on jette un regard plus approfondi, le Nord-Ouest québécois s'appauvrit.

Le comité revendiquait également que le gouvernement et les grandes compagnies qui exploitaient les matières premières réinvestissent dans la région. Le CERNOQ faisait également allusion à ce problème dans son rapport au gouvernement. Il mentionnait aussi que les membres du comité pour la 11<sup>e</sup> province «arrivaient facilement à démontrer, par un calcul sommaire, que l'État retire beaucoup plus de revenus de la région qu'il n'y investit.»<sup>34</sup> Le comité espérait un meilleur équilibre de la croissance économique à travers le Québec. Ainsi, l'Abitibi-Témiscamingue ne serait plus à la remorque de l'État.

#### 1.4 La réaction régionale face au comité

Au départ, la population de l'Abitibi-Témiscamingue n'était pas très chaude à l'idée d'une séparation d'avec le reste de la province. Elle était au courant des

---

<sup>33</sup> Michel DRAPER. « La solution de désespoir d'une annexion au nord de l'Ontario », 1966, p. 3.

<sup>34</sup> CERNOQ et CDSNOQ. Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement, [s.l.n], 1971, p. 5.



nombreux problèmes qui sévissaient en région, mais elle trouvait l'idée un peu trop extrémiste. Or, comme l'explique Jacques Coulon, la majorité de la population voyait «dans le mouvement un bon moyen d'attirer l'attention des gouvernements provincial et fédéral sur la situation de leur région.»<sup>35</sup>

Il existe tout de même une partie de la population, surtout des professionnels, qui voyaient dans cette idée une occasion en or pour se reprendre en main. Toutefois, lorsqu'il s'agissait d'affirmer leurs commentaires publiquement, plusieurs professionnels ont décrié la folie d'un tel projet. Cependant, ces mêmes personnes ont admis, en privé, espérer qu'un tel projet se réalise. En fait, selon Jean-Pierre Bélanger, la population leur disait : «brasse la cage ; [...] y'é temps qu'on fasse de quoi ; [...] y nous laisserons probablement pas faire mais brasse la cage.»<sup>36</sup>

Plusieurs représentants du CERNOQ désiraient avoir plus de pouvoirs pour leur organisme. Le projet pour une 11<sup>e</sup> province leur permettait de jauger l'efficacité d'une telle demande. Ils voyaient dans les CER une possibilité de gouvernements régionaux. Selon Honorius Fortin,

Ces gouvernements régionaux sont un objectif à atteindre et ils permettraient aux citoyens d'avoir une véritable conscience régionale et une véritable participation à la démocratie. [...] les Conseils de Bien-Être et Économique aideront fortement à atteindre ces objectifs

---

<sup>35</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », 1967, p. 4.

<sup>36</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

puisqu'ils seront les éducateurs de la pensée régionale à cause de la participation active de la population à leur action.<sup>37</sup>

Nous pouvons voir que l'idée d'un gouvernement régional des CER avec ses représentants et ses fonctionnaires rejoint celle proposée par le comité pour la 11<sup>e</sup> province. Toutes deux témoignent de l'urgence et de la nécessité d'agir afin de sortir la région du marasme dont elle est victime.

### 1.5 La réaction du gouvernement québécois et des élus de la région

Pour le député d'Abitibi-Est et ex-ministre des Terres et Forêts Lucien Cliche, le projet est de la «foutaise». «Je crois, dit-il, qu'il y a déjà trop de dix provinces au Canada. Nous devrions avoir la Colombie-Britannique, une province réunissant les Prairies, l'Ontario, le Québec et les quatre provinces atlantiques réunies.»<sup>38</sup> Le député fédéral de Villeneuve, Réal Caouette, considère également que le Canada a assez de dix provinces. Il ajoute aussi que les membres du comité pour la 11<sup>e</sup> province, après en avoir rencontrés quelques-uns, «ne savent pas trop où se situer ni où ils vont.»<sup>39</sup> Or, même si Réal Caouette ne donne pas son appui inconditionnel au projet, il considère que c'est un bon moyen pour réveiller l'administration provinciale. Il affirmait dans une

---

<sup>37</sup> Honorius FORTIN. *L'urgence et l'importance de la mise en place de structures régionales*, Val-d'Or, [s.n.], 1967, p. 8.

<sup>38</sup> Jacques COULON. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », 1967, p. 4.

<sup>39</sup> Jacques COULON, *loc. cit.*

assemblée à La Sarre : «Je ne vous dis pas de sauter dans la 11<sup>e</sup> province à pieds joints, mais je veux que la région soit reconnue.»<sup>40</sup>

Maurice Asselin témoignait il y a quelques années, que le projet d'une 11<sup>e</sup> province était « très bas sur l'échelle des probabilités ». Comme il le mentionne, «cela impliquerait que chacune des deux provinces concernées [...] soit disposée à se voir amputé d'une partie de son territoire pour permettre à un groupe d'individus qu'elles ont toujours ignorés d'être théoriquement mieux représentés et de remplacer les relations nord-sud par des relations est-ouest plus conforme au schéma de fait.»<sup>41</sup>

Or, malgré l'arrêt du projet sécessionniste, Jean-Pierre Bélanger considère que le gouvernement québécois a eu de bonnes raisons de régler rapidement le dossier de la 11<sup>e</sup> province. Le projet hydroélectrique de la Baie James commençait sérieusement à intéresser l'État. Lors de quelques réunions, une idée avait été lancée concernant une union avec les Amérindiens de la Baie James et la possibilité de vendre de l'électricité aux Américains. Le projet pour la 11<sup>e</sup> province devenait alors un obstacle pour les intérêts de l'État québécois.

---

<sup>40</sup> Evelyn DUMAS-GAGNON. « L'Abitibi fait au Québec le «coup du séparatisme» », *Le Devoir*, 1967. Or, les intentions de Réal Caouette n'ont pas toujours été en désaccord avec la notion de séparatisme. En 1966, lors d'une allocution à Trois-Rivières, Réal Caouette avait affirmé : « Ou nous obtenons ce que nous voulons, ou nous devenons séparatistes. » Celui-ci avait été fortement critiqué et a été obligé de nuancer ces propos. Françoise ROBERGE. « Réal Caouette fait-il le jeu des Libéraux? », *Sept jours*, no 51-52, 13 septembre 1969, p. 9.

<sup>41</sup> Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *op. cit.*, p. 222.

Une élection municipale se préparait à Val-d'Or à la fin de 1968. Simon Lévesque, candidat libéral lors des dernières élections, était favori dans la course. Or, les organisateurs libéraux de la région, appuyés par l'organisation libérale nationale, ont favorisé Wilfrid Sabourin. Ainsi, le chef du mouvement sécessionniste était mis hors d'état de nuire puisqu'il est devenu maire de Val-d'Or. Quelques années plus tard, le projet hydroélectrique de la Baie James était lancé et l'Abitibi-Témiscamingue devait être le moteur du développement du Nord québécois.<sup>42</sup> C'est à ce moment que les membres du comité pour la 11<sup>e</sup> province ont réalisé qu'ils constituaient une menace pour les intérêts de l'État.

Le projet d'une 11<sup>e</sup> province a toujours conservé un état embryonnaire et il ne s'est jamais réalisé. Plusieurs membres se sont dissociés de ce mouvement, car pour la majorité de la population le projet était plutôt ridicule. Pour la plupart des citoyens, les organismes de développement régionaux étaient les seuls capables de faire bouger les choses. L'implication du gouvernement provincial avec l'OPDQ avait redonné confiance aux Témiscabitiens.

Il n'en demeure pas moins, qu'une minorité aurait bien aimé voir la création d'une 11<sup>e</sup> province. Le mouvement avait pris une certaine ampleur et recueilli plusieurs sympathisants. Selon Jean-Pierre Bélanger, le plus important était que l'attention des grands centres était maintenant tournée vers le Nord-Ouest québécois. Les journalistes

---

<sup>42</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.



de l'extérieur ne comprenaient pas bien ce que vivait la population. Toutefois, il leur mentionnait de parler du projet de la 11<sup>e</sup> province en bien ou en mal mais d'en parler.<sup>43</sup>

Plusieurs personnes se souviennent encore aujourd'hui de ce mouvement. Or, un sentiment de honte et de regret accompagne aussi ces souvenirs. Le sujet demeure encore un tabou en région, mais il n'en demeure pas moins que le projet d'une 11<sup>e</sup> province a été un événement marquant dans la jeune histoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **2. Les effets du régionalisme sur la problématique abitibienne**

Dans les chapitres précédents, nous avons constaté que le développement économique de l'Abitibi-Témiscamingue n'a jamais véritablement été intégré à celui du reste de la province. Au départ, la région était une terre de salut pour les Canadiens français désirant fuir la détresse économique du sud de la province. Toutefois, au fil des ans, le territoire a servi de fournisseur en matières premières pour les pôles économiques comme Montréal, Québec et Toronto. Le retour du balancier économique n'est malheureusement jamais venu.

La réaction d'abandon et de désintéressement du gouvernement québécois reliée aux difficultés sociales et surtout économiques des régions a incité des personnes à élever la voix et à dénoncer ces inactions. Lizette Jalbert mentionne que ces crises sont

---

<sup>43</sup> Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

considérées par les instances gouvernementales comme des «poussées de fièvre» et des «moments dysfonctionnels» dans un système relativement harmonieux.<sup>44</sup> Les gouvernements considèrent que ces problèmes devraient se résorber d’eux-mêmes.

De plus, l’enclenchement d’un processus de changement social et économique de l’État est dépendant des différents courants idéologiques «qui circulent à l’intérieur d’une formation sociale.»<sup>45</sup> Voilà l’une des raisons pour laquelle aucune action n’a été entreprise durant les années au pouvoir de Maurice Duplessis. Même si la vague de changement qui se pointe à l’horizon au début des années 1960 semble apporter des solutions aux problèmes des régions, les résultats ne seront pas à la hauteur des attentes.

Contrairement aux aspirations gouvernementales, la poussée de fièvre abitibienne causée par le projet pour la 11e province va se résorber rapidement. Plusieurs personnes profiteront de ce moment et se lèveront pour dénoncer les différentes inégalités sociales présentes en région. Ces mouvements contestataires seront perçus comme étant une conséquence du régionalisme. Mais que veut dire ce terme exactement?

---

<sup>44</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>45</sup> Clermont DUGAS. *Les régions périphériques : défi au développement du Québec*, Québec, Presses de l’Université du Québec, 1983, p. 225.

## 2.1 Une définition du régionalisme

Richard Preston résume très bien cette notion lorsqu'il affirme : « Regionalism [...] means the advocacy and advancement of the interests, functions, and competence of parts of a nation-state as against those same aspects of the whole state. »<sup>46</sup> Le régionalisme n'est pas un terme récent. Selon André Patry, la première apparition du mot serait survenue au XIV<sup>e</sup> siècle. Or, même si le terme n'a que quelques centaines d'années, la réalité veut que les causes et les conséquences du régionalisme remontent au tout début de l'humanité.<sup>47</sup>

Au fil du temps, il se développe chez la population résidant dans une région une attitude différente vis-à-vis le reste de sa province ou de son pays qui, selon Fernand Drapeau, ancien président de l'Union des Municipalités du Québec, ne peut que générer des effets positifs sur la société.<sup>48</sup> Cette notion d'identification à un territoire devient un élément indélébile dans la compréhension du régionalisme.<sup>49</sup>

---

<sup>46</sup> Réginald BERRY *et al.* « Regionalism and National Identity : Canada », *Regionalism and National Identity, Multi-Disciplinary Essays on Canada, Australia, and New-Zealand*, New-Zealand, Association for Canadians Studies in Australia and New-Zealand, University of Canterbury, 1985, p. 3.

<sup>47</sup> « Le régionalisme à travers le monde. Entretien avec André Patry », *Critère*, numéro 24, hiver 1979, p. 167.

<sup>48</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *Fernand Drapeau, Extrait d'une causerie sur la régionalisation*, Fonds d'archives du CRDAT, , 1965, 08-Y, P14/8, extrait du journal *La Presse*, 14 décembre 1965, p. 4.

<sup>49</sup> Réginald BERRY *et al.* « Is Regionalism Dead? Confronting Recent Interpretation of Regionalism in Canada », *Regionalism and National Identity, Multi-Disciplinary Essays on Canada, Australia, and New-Zealand*, New-Zealand, *op. cit.*, p. 343- 344.



L'attitude et les sentiments que la population ressent vis-à-vis une partie de territoire devient très important. Dans les deux premiers chapitres, nous avons observé, chez la majorité de la population, un sentiment d'appartenance et d'attachement à un territoire, à sa population et à ses institutions. Un lieu géographique devient alors un espace social empreint de connotations émotionnelles.<sup>50</sup> Afin de conserver ses acquis, la population se tourne vers les instances politiques. Le comité pour la 11<sup>e</sup> province avait espéré changer la situation de désespoir présent en région en utilisant une option politique. Cette avenue peut produire des résultats surprenants. Toutefois, selon Lizette Jalbert, « dans la mesure où elle met à nu les rapports de dépendance, de domination et d'inégalité [...] cette question possède un potentiel de rupture de l'ordre social et politique qui est considérable. »<sup>51</sup> Ce n'était pas la première fois que les Témiscabitiens prenaient cette avenue. L'avènement du Crédit social et de Réal Caouette a suscité un espoir chez plusieurs résidents de la région.<sup>52</sup>

---

<sup>50</sup> David M. CAMERON *et al.* « Regionalism in Canada », *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, London, The institute for Research on Public Policy/L'Institut de recherches politiques, 1981, p. 58-59.

<sup>51</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>52</sup> Comme le constate Maurice Asselin,  
 Dans ce contexte d'éloignement et d'isolement s'est développé un mécontentement populaire qui, petit à petit, a fini par déboucher sur ce que nous appellerons des formes actives de protestations. [...] La première expression concrète du mécontentement populaire a pris la forme d'une adhésion massive de la population à un mouvement de protestation né à la fin des années vingt : le mouvement créditiste. [...] Le fait que ce mouvement politique ait vu le jour pour la première fois au Québec et qu'il ait surtout regroupé des gens des régions périphériques est un indicateur précieux du phénomène de marginalisation de ces régions. On peut également l'interpréter comme un ultime effort de la droite pour secouer la léthargie du



## 2.2 La naissance du régionalisme en Abitibi-Témiscamingue

Nous avons vu ce qu'était le régionalisme, mais comment est-il né dans le Nord-Ouest québécois? Raymond Breton mentionne qu'une région en arrive à développer un sentiment régional lorsque la population décide d'exprimer ses intérêts personnels, distincts de ceux des autres régions, avec les organes institutionnels déjà en place.<sup>53</sup> Le Nord-Ouest québécois en est arrivé à ce stade lorsque les organismes comme le CERNOQ et le CDSNOQ ont uni leurs voix pour défendre les intérêts de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le régionalisme abitibien s'est bâti principalement autour de la question des ressources naturelles et de l'immensité géographique du territoire. La langue, l'origine ethnique et la religion n'ont pas été des facteurs dans l'établissement du sentiment d'appartenance à la terre. Ce qui est particulier au Nord-Ouest est justement cette dimension géographique. L'amélioration du système routier et des télécommunications au Québec dans les années 1950 n'ont pas été en mesure d'insuffler un vent d'optimisme pour le Nord-Ouest québécois.

---

Gouvernement et l'amener à faire preuve de plus de considération envers une région qu'on leur a vendue en la qualifiant de «terre promise» et de «grenier du Québec». Maurice ASSELIN. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest québécois et l'Ontario », *op. cit.*, p. 218-219.

<sup>53</sup> David M. CAMERON *et al.* « Regionalism in Canada », *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, *op. cit.*, p. 63.

De plus, le développement économique inégal, voire même unidirectionnel, constitue également un élément fondamental en ce qui concerne la création d'une identité régionale distincte.<sup>54</sup> Cette économie reliée à un éloignement géographique considérable vient créer un environnement propice aux mécontentements. Selon Ronald Watts, il est tout à fait normal que les régions éprouvent de la difficulté à s'intégrer aux réalités imposées par les métropoles.<sup>55</sup> En fait,

The growth of larger and more remote political structures, coupled with the increasing pervasiveness of large governmental structures and bureaucracies upon the life of citizens, has provoked a counter-reaction. In the name of the group as well as individual autonomy, people increasingly protest against big government, vast bureaucracy [...] This seems to express a broadly felt need for deconcentration of institutional and impersonal power and more effective individual and group participation in the exercise of political power.<sup>56</sup>

Cette difficulté d'intégration semble être le problème de l'Abitibi-Témiscamingue. Toutefois, il existe d'autres facteurs reliés au mécontentement de la région. Raymond Breton mentionne qu'il existe trois grandes raisons pour qu'une région développe un sentiment régional et un dégoût pour les grands centres :

Basically, three themes can be identified in these criticisms : (1) that the region has been exploited; (2) that there has been neglect on the part of national institutions, particularly governmental ones, which could have been expected to contribute to the strength and growth of the economic and cultural institutions of the region; and (3) that the national organization have not only failed to participate significantly in

---

<sup>54</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>55</sup> David M. CAMERON *et al.* « Federalism, Regionalism, and Political Integration », *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, *op. cit.*, p.5.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 6.

the regional institution-building process but have wittingly weakened that process.<sup>57</sup>

Les régions qui vivent cette situation deviennent craintives. L'érosion progressive de leurs institutions et surtout de leur pouvoir décisionnel provoque parfois un type de régionalisme réactionnaire. Selon Raymond Breton, ce type de régionalisme est une réaction socio-politique visant à protéger la région d'une plus grande érosion ou à renverser la tendance.<sup>58</sup> La naissance du comité pour la onzième province vient s'inscrire dans cette ligne directrice.

De plus, la montée de la tension politique en région, comme le projet de la 11<sup>e</sup> province et du mouvement créditiste, provient d'une dynamique conflictuelle entre le désir de créer une nation dynamique et moderne, et celui d'une quête d'identité.<sup>59</sup> Ces deux éléments ont produit une série de tensions. D'un côté le désir d'intégration, et de l'autre celui de la désintégration. La centralisation des pouvoirs vers les grands centres risquait de provoquer une perte de contrôle pour la région au niveau de la protection des

---

<sup>57</sup> David M. CAMERON *et al.* « Regionalism in Canada », *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, *op. cit.*, p. 64.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>59</sup> David M. CAMERON *et al.* « Federalism, Regionalism, and Political Integration », *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, *op. cit.*, p. 4.



intérêts et du bien-être régional. Or, une trop grande décentralisation aurait provoqué un risque de fragmentation et de désordre au niveau de la compétition entre les régions.<sup>60</sup>

Le régionalisme n'est pas une mauvaise chose en soi. En fait, il peut correspondre à une prise en charge du développement par la population dans l'atteinte de meilleures conditions de vie. Cependant, il peut aussi être la cause d'un affaiblissement de la souveraineté d'une province ou d'une nation.<sup>61</sup> Le projet pour une 11<sup>e</sup> province pouvait justement causer ce genre de problème à l'État québécois. Il existait bel et bien une crise de légitimité de l'État-nation au courant des années 1960 au Québec et l'identité régionale de l'Abitibi-Témiscamingue ne semblait plus correspondre à celle du Québec.

### 2.3 Les efforts du gouvernement québécois pour contrer les effets du régionalisme

Selon Lizette Jalbert, «la montée de ces nouveaux mouvements [mouvements de contestation] a correspondu au dévoilement des symptômes qui faisaient déjà leur apparition dans le courant des années 1960».<sup>62</sup> Un mouvement de décentralisation fait alors surface, car le système de l'État providence commence à s'essouffler sérieusement. Le développement anarchique de l'après-guerre a ainsi fait place à une nouvelle façon de

---

<sup>60</sup> Réginald BERRY *et al.* « Regionalism and National Identity : Canada and New Zealand », *Regionalism and National Identity, Multi-Disciplinary Essays on Canada, Australia, and New-Zealand*, *op. cit.*, p. 17.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p 3.

<sup>62</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, *op. cit.*, p. 99.



gérer le développement. Afin de colmater les brèches dans le système, les régions périphériques seront maintenant mises à contribution.<sup>63</sup> À l'époque, on s'entendait pour dire que le système «qui conviendrait le mieux économiquement et culturellement au Québec semble en effet une planification souple et décentralisée.»<sup>64</sup>

L'amorce de la Révolution tranquille «aura de profondes répercussions sur la structuration des régions».<sup>65</sup> Afin de réduire les disparités régionales, le gouvernement du Québec va rediviser le territoire en régions administratives. Les régions deviendraient ainsi un meilleur cadre pour le développement. L'objectif de l'État était de rationaliser et de regrouper les services tout en maintenant leur accessibilité.<sup>66</sup> En 1966, on passe de 40 découpages à dix régions administratives. Malheureusement, ces divisions ne tiendront pas compte des particularités historiques et culturelles des régions, mais sur une enquête concernant la polarisation des échanges.<sup>67</sup> Le gouvernement a décrété le Nord-Ouest québécois comme étant la région administrative « 08 ». Peu de temps après, le CRDAT recommanda au gouvernement de modifier son appellation, car

---

<sup>63</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, p. 99.

<sup>64</sup> Gabriel GAGNON *et al.* *Québec 1969-1980. La crise du développement*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>65</sup> Marc-Urbain PROULX *et al.* « Historique des régions du Québec, des origines à la Révolution tranquille », *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 131.

<sup>66</sup> Marc-Urbain PROULX *et al.* « La région géographique », *op. cit.*, p. 105.

<sup>67</sup> Marc-Urbain PROULX *et al.* « Historique des régions du Québec, des origines à la Révolution tranquille », *op. cit.*, p. 131.

le terme Nord-Ouest portait à confusion avec la région de l'Ouest du Québec. Ainsi, le CRDAT recommandait de nommer la région «Abitibi-Témiscamingue».<sup>68</sup>

Le gouvernement québécois a, durant les années 1960 à 1970, voulu instaurer un vaste programme d'expansion économique régionale. Ainsi, des entreprises étaient soutenues financièrement par des fonds publics pour s'installer dans des zones «moins attractives». Par le fait même, le gouvernement venait améliorer les réseaux routier, aérien et ferroviaire tout en modernisant les différents établissements éducatifs et socio-sanitaires déjà en place.<sup>69</sup> Cette décentralisation était attendue depuis longtemps de la part des mouvements régionalistes, car la concentration du pouvoir était ressentie comme «une violation des droits considérés comme fondamentaux.»<sup>70</sup>

Les efforts déployés par le gouvernement provincial au courant des années 1960 et la mise sur pied de l'OPDQ ont réussi à calmer les nombreux mécontentements régionaux. À la fin de la décennie, on pouvait sentir un vent de changement. Le développement du régionalisme témiscabibien n'est certainement pas responsable de la décentralisation amorcée par le gouvernement Lesage. Toutefois, la volonté de changement proclamée par l'Abitibi-Témiscamingue à travers ses organismes de développement et les

---

<sup>68</sup> ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN). *L'organisation socio-politique et administrative de l'Abitibi-Témiscamingue, 4<sup>e</sup> partie*, [s.l.n.d.p.], Fonds d'archives du CRDAT, 08-Y, P14/4, Mémoire au Gouvernement.

<sup>69</sup> Marc-Urbain PROULX *et al.* « La région sous le regard sociologique : la construction sociale du fait régional », *op. cit.*, p. 147.

<sup>70</sup> Gérard BOISMENU *et al.* « La question régionale comme enjeu politique », *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, *op. cit.*, p. 97.

mouvements de contestation ont aidé à attirer l'attention et ils ont démontré les nombreux problèmes présents en région.

## CONCLUSION

Pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue, le XXe siècle a été une période de grands bouleversements. L'arrivée massive des colons au début des années 1930 et l'implantation des grandes compagnies minières et forestières apportent un vent de changement et d'opportunités. Malheureusement, les difficultés reliées au territoire, au climat et au maintien d'une organisation sociale viendront miner l'espoir de plusieurs personnes.

Pour ceux et celles qui sont demeurés en région, tout était à faire. L'appui du clergé et du gouvernement québécois dans le développement du Nord-Ouest du Québec était une nécessité. Cette aide, quoique critiquée par les colons comme étant insuffisante, a tout de même permis le développement des infrastructures qui répondaient aux besoins de la population. Progressivement, l'implication du gouvernement québécois dans le développement de cette région s'est amoindrie. L'échec du retour à la terre et à l'agriculture paraissait évident. Pour une grande partie de la population, l'agriculture ne lui permettait pas de survivre dans cette région. Les mines et la forêt sont rapidement devenus des emplois de prédilection.

Les grandes compagnies ont alors puisé les ressources naturelles de la région sans être obligées de réinvestir une partie des profits. Petit à petit, la population a perdu un levier



économique important dont elle disposait afin de créer un dynamisme susceptible de relancer la région.

Or, la fermeture de plusieurs mines a entraîné une chute importante des emplois. Un sentiment d'impuissance vis-à-vis le développement de la région et de son avenir régnait. L'Abitibi et le Témiscamingue vont connaître un exode de leur population au profit des grands centres de la province. Les conditions de vie vont régresser ce qui ajoutera à la détresse de la population.

Afin de mettre un frein aux problèmes sociaux et économiques du Nord-Ouest québécois, la population va mettre sur pied des structures de développement afin de modifier l'orientation des couloirs décisionnels. Au lieu de laisser la gestion du territoire aux gouvernements et aux grandes compagnies, la région essaiera de devenir le maître de sa destinée.

Des organismes voués au développement et à la consolidation des acquis régionaux vont voir le jour durant les années 1960. Le Conseil de bien-être régional, le Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois et le Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois seront les principaux représentants de la population. Le dévouement de ces personnes dans le développement de ces organismes va permettre un regain d'espoir pour la population. Finalement, le développement de l'Abitibi-Témiscamingue se fait en partie par la population.

Toutefois, on se rend rapidement à l'évidence que le gouvernement québécois doit aussi participer au processus afin de bien consolider le développement. Sans l'aide gouvernementale, la région ne peut espérer s'insérer dans le moule économique de la province. Ainsi, on va mettre sur pied un organisme gouvernemental chargé d'analyser la région et de découvrir ses forces et ses faiblesses.

À travers ces efforts, certaines personnes considèrent que ces organismes ne sont pas en mesure d'assurer un avenir prometteur pour l'Abitibi-Témiscamingue. Les nombreuses années d'inertie et le peu de fruits récoltés par les habitants du Nord-Ouest québécois ont créé un sentiment de frustration. Une vague de pessimisme côtoyait le désir du changement. Pour plusieurs, la confiance dans le système bureaucratique gouvernemental était à zéro. On devait maintenant prendre tous les moyens afin d'assurer la survie de la région, car c'est justement cela qui menaçait l'Abitibi-Témiscamingue : la fermeture du territoire.

C'est alors que l'on voit apparaître un mouvement controversé. Le comité pour la onzième province viendra provoquer un sentiment d'euphorie auprès de la population. Pendant les 18 mois de son existence, les membres du comité vont sillonner la région et provoqueront une vague médiatique impressionnante. Le mouvement a été éphémère, mais on pouvait bien voir l'énorme malaise d'une région à travers ces revendications. Ils étaient déterminés et prêts à faire n'importe quoi pour sauver l'Abitibi-Témiscamingue.

Au début de ce mémoire, je m'étais questionné à savoir quels ont été les véritables impacts du projet pour la 11<sup>e</sup> province et des organismes voués au développement de l'Abitibi sur la croissance de la région. Après avoir effectué cette recherche et analysé la question sous tous ses angles, je dois venir à la conclusion qu'effectivement ceux-ci ont joué un rôle.

En ce qui concerne le mouvement pour la onzième province, son impact n'est pas aussi tangible que pour les autres organismes. Le comité n'a pas présenté de mémoires ou de documents à la population ou à tout autre organisme. Le projet est toujours demeuré embryonnaire et n'a pas été en mesure de rallier une majorité de la population. Or, les raisons qui me poussent à affirmer que ce comité a véritablement aidé la région dans son développement n'en demeurent pas moins réelles.

Premièrement, grâce aux multiples soirées organisées par les membres pour promouvoir leur idée, la population de l'Abitibi-Témiscamingue a pu prendre conscience des nombreuses inégalités présentes en région par rapport au reste de la province.<sup>1</sup> La population était également en mesure de voir à quel point elle disposait d'un énorme potentiel de développement. Les rencontres étaient de type informel et elles permettaient une grande liberté d'expression pour les participants. Plusieurs

---

<sup>1</sup> Il est curieux de constater que le mouvement pour la onzième province a attiré un nombre similaire de participants que les rencontres du CERNOQ dans le cadre de la Mission de planification. Il m'est impossible d'indiquer le nombre exact de personnes qui ont participé aux rencontres, mais, selon Jean-Pierre Bélanger, le comité pour la 11<sup>e</sup> province a effectué environ 20 rencontres et celles-ci attiraient en moyenne entre 50 et 100 participants chaque fois.

n'endossaient pas les visées du comité, mais tous étaient d'accord pour affirmer que la région méritait beaucoup mieux et que le développement devait passer par eux et non par les fonctionnaires gouvernementaux.

Deuxièmement, la naissance d'un comité sécessionniste a véritablement créé un engouement pour les médias du sud de la province. La région devenait ainsi un centre d'attraction et on pouvait maintenant démontrer au reste de la province quelle était la situation du Nord-Ouest québécois. Les problèmes de la région étaient révélés au grand jour et les instances gouvernementales étaient maintenant mises devant un fait accompli : aider la région ou risquer de perdre l'énorme potentiel de richesses naturelles. De plus, ce tapage médiatique a permis aux autres organismes régionaux de se mettre en évidence. Il est évident que le gouvernement ne voulait pas faire affaire avec un petit groupe de contestataires. Les organismes comme le CERNOQ devenaient alors plus attrayants comme partenaire.

Les efforts déployés par le CDSNOQ et le CERNOQ afin de revitaliser le Nord-Ouest québécois ont donné des dividendes. De nombreuses années se sont écoulées entre leur création et l'aboutissement de projets tangibles, mais ces organismes ont été en mesure de mettre sur pied des services adéquats pour les résidents de cette région. L'expérience de la Mission de planification a consolidé le rôle du CERNOQ comme étant un joueur clé dans le développement de l'Abitibi-Témiscamingue. Le mécontentement qui était palpable chez la population s'était évanoui pour laisser place à des incertitudes. On pouvait maintenant voir la lumière à travers l'obscurité, mais l'avenir de la région n'était pas assuré. Des pistes de solutions étaient avancées, mais pour certaines personnes



l'OPDQ aurait pu faire mieux.<sup>2</sup> Pour certains, le rapport présenté par l'OPDQ a seulement servi les besoins du gouvernement dans la mise en place des structures pour le développement de la Baie James.<sup>3</sup> La région a ainsi servi, encore une fois, les intérêts du gouvernement. Ainsi, malgré leurs intérêts divergents, le comité pour la 11<sup>e</sup> province et les organismes de développement régionaux ont été en quelque sorte complémentaires dans leurs efforts.

Il est à la fois surprenant et décevant de voir à quel point l'Abitibi-Témiscamingue ne s'est pas libéré de ses problèmes de développement. Encore aujourd'hui, la situation économique demeure précaire. Les industries de transformation tant réclamées dans les années 1960 ont été très peu nombreuses à s'implanter. Les organismes de développement n'ont pas été en mesure de diversifier l'économie régionale. Les mines et la foresterie demeurent des industries clés. Les nombreuses fermetures de mines depuis 1980 ont appauvri la région. L'exode de la population demeure aussi une difficulté qui n'a pas été résolue. L'implantation d'une université en région est venue diminuer le départ des jeunes, mais le manque de programmes offerts constitue un problème pour la rétention des étudiants.

---

<sup>2</sup> Pour plusieurs des représentants des Chambres de commerce régional, l'OPDQ aurait dû être appelé l'Office de Déportation Des Québécois. La région avec ses nombreux villages coûtait trop cher à l'État. Ces villages marginaux devaient donc disparaître. Vincent ROUSSON. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 31 août 1999.

<sup>3</sup> « Un rapport pas encourageant – Le premier ministre Bourassa », *L'Écho d'Amos*, 3 février 1971, p. 11.

Curieusement, la région de la Gaspésie vit aujourd'hui des difficultés similaires à celles du Nord-Ouest québécois dans les années 1960. Nous avons même vu l'apparition d'un mouvement sécessionniste qui se nommait « les patriotes ». Ce groupe revendiquait la même chose que le comité de la onzième province : de l'aide immédiate pour la région ou une éventuelle séparation avec la province.

Bien que le climat économique ne se soit pas particulièrement amélioré en Abitibi-Témiscamingue, un vent de changement semble s'être pointé à l'horizon. Un mouvement innovateur a vu le jour à Rouyn-Noranda en 1999. Les élites économiques de la MRC de Rouyn-Noranda ont voulu prendre les choses en main. Ils ont créé un club, le « Club défi », qui avait pour objectif de recueillir 1 000 000 \$ afin d'embaucher des démarcheurs professionnels. En l'espace de quelques mois, la communauté avait amassé l'argent nécessaire à l'embauche d'une firme de démarchage. La firme avait comme mandat d'attirer des entreprises (principalement de transformation) afin de recréer un atmosphère propice au développement économique. Cet engouement pour le développement de la région s'est propagé aux MRC environnantes. En l'espace d'une année, la région pouvait compter plusieurs entreprises qui s'étaient implantées en Abitibi-Témiscamingue.

Bref, les problèmes vécus par la région dans les années 1960 sont encore d'actualité. Les organismes de développement en région ont joué un rôle important dans le développement du Nord-Ouest québécois. Malgré leurs efforts, certains individus ne pouvaient contenir leur déception. C'est dans l'espoir de faire bouger les choses que le

mouvement de la 11<sup>e</sup> province a vu le jour. Le sujet demeure encore tabou aujourd'hui, mais, quoi qu'il en soit, les membres de ce comité ont démontré clairement à tout le Québec les nombreux problèmes vécus en région. Ils ont tenté l'impossible en voulant une nouvelle province, mais en retour ils n'ont reçu que des critiques et des moqueries.

## **ANNEXES**



## Annexe 1

**ETHICAL AND LEGAL CONSIDERATIONS**  
from the Oral History Evaluation Guidelines of the Oral History Association (1992)

Ethical Concerns

1. Each oral history interviewer should commit herself/himself to producing the highest-quality interview possible. The interviewer should realize that the life of the tape extends far beyond the immediate use and should strive to gather information that will be relevant to future users.
2. The interviewee should be informed of her/his rights and interests, the purposes of the program/project, interview and transcribing procedures, final location of tapes and transcripts, and potential use of the memoir.
3. Interviewers should guard against any possible exploitation of interviewees and be sensitive to ways in which interviews might be used.
4. Interviewers should be sensitive to the communities from which they have collected their oral histories, taking care not to reinforce thoughtless stereotypes or to bring undue notoriety to the communities. The resulting interviews should be made accessible to the communities.
5. Interviewees should be given the opportunity to respond to questions as freely as possible and not be subjected to stereotyped assumptions.
6. Interviewers should make every effort to place completed interviews in an archives or repository where they can be used by other interested researchers.

Legal Concerns

1. Oral history interviews are subject to U.S. copyright law (1978).
2. For public use of tapes/transcripts, both the interviewee and the interviewer must give written permission.
3. Standardized release forms are useful; a general release and a separate form permitting restrictions or a time seal will be needed. You may adapt release forms from other projects, or consult a lawyer and create your own form. The latter may be advisable if your project has any sensitive aspects.
4. Ideally, a general release should be signed before an interview series begins. Restrictions may be added by supplemental agreement.
5. Restricted oral memoirs should have specified opening dates. It is very difficult to enforce restrictions, for instance, that are linked to the duration of someone's lifetime.
6. Oral history interviews are subject to libel and slander law. The interviewer should be sensitive to possible violations of this law and be prepared to seal this portion of the tape or edit the transcript so that the name of the person being slandered is not made public.

[http://www.baylor.edu/Oral\\_History/Introduction.html#Ethical](http://www.baylor.edu/Oral_History/Introduction.html#Ethical)

## Annexe 1

**Formulaire de consentement**

Je, \_\_\_\_\_, déclare que les cassettes utilisées lors de mon entrevue peuvent être utilisées dans les cas suivants :

- 1) Par le chercheur seulement ;
- 2) Ouvert au public;
- 3) Par le chercheur et/ou le public seulement après le \_\_\_\_\_

Conditions spéciales :

---

---

---

Signé

---

Interviewer

Signé

---

Chercheur

Date

---

## Annexe 2

**Grille d'entrevue**

## A) Renseignements sociologiques

Nom, prénom

---

Adresse actuelle

---

Téléphone

---

Date de naissance

---

Occupation professionnelle

---

Depuis combien d'années  
sont-ils en Abitibi ?

---

Leur implication dans le  
milieu régional

---

Leur orientation politique  
(actuelle et passée)

---

## B) Questions

- Comment ont-ils entendu parler du projet de la 11<sup>e</sup> province?

---

---

---

- Quelle était leur implication dans le mouvement?

---

---

---

- Quels étaient les objectifs du comité de la 11<sup>e</sup> province?

---

---

---

- Quelle était la fréquence des rencontres?

---

---

---

- Quelles étaient leurs relations avec le Nord-Est ontarien?

---

---

---



- Pourquoi une 1<sup>le</sup> province et non un nouveau pays?

---

---

---

- Est-ce que le mouvement a reçu des appuis provenant de l'extérieur de la région?

---

---

---

- Quelle était la vision de la population vis-à-vis le mouvement?

- Les hommes d'affaires ?

- Au niveau politique (municipale, provinciale, fédérale) ?

---

---

---

- Le gouvernement Lesage et la Révolution tranquille dans le développement du Nord-Ouest québécois?

---

---

---

- Le rôle des comités de consultation dans le développement de la région?

---

---

---

- Pourquoi le projet s'est arrêté?

---

---

---

- Êtes-vous satisfait de ce que vous avez accompli?

---

---

---

- Déçu de la région aujourd'hui?

---

---

---

- Le Nord-Ouest, est-ce un bien ou un mal pour le Québec?

---

---

---

## Annexe 3

## CHRONOLOGIE

- 1960 - Élection des Libéraux de Jean Lesage à la tête du gouvernement québécois.
- 1964 - Création du CERNOQ
- 1966 - Retour au pouvoir de l'Union nationale, dirigés par Daniel Johnson
- Caritas-Abitibi devient le Conseil de bien-être régional
- 1<sup>ère</sup> rencontre entre le Nord-Est ontarien et le Nord-Ouest québécois concernant le projet d'une onzième province canadienne
- Création du CDSNOQ suite à la fusion du Conseil de bien-être régional d'Abitibi, le Conseil de bien-être de Rouyn-Noranda et celui du Témiscamingue
- 1967 - Création du comité pour le projet de la onzième province dans le Nord-Ouest québécois
- Retrait du Nord-Est ontarien dans le projet de la onzième province
- 1968 - Élection municipale à Val-d'Or, M. Wilfrid Sabourin est élu à la mairie
- Dissolution du comité pour le projet de la onzième province dans le Nord-Ouest québécois
- Création de l'Office de planification et de développement du Québec
- Mission technique du Bassin de la Yamaska
- Mission de planification régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean

- 1970        - Retour au pouvoir des Libéraux, dirigée par Robert Bourassa  
              - Mission du Nord-Ouest du Québec
- 1971        - Le CERNOQ devient le CRDAT  
              - Mission d'étude et de consultation de l'Estrie  
              - Mission de développement de la Côte-Nord  
              - Dépôt du rapport de l'OPDQ sur la Mission de planification du Nord-Ouest du Québec
- 1973        - Mission de planification de l'Outaouais



## BIBLIOGRAPHIE

### 1. SOURCES

#### A) Documents d'archives

ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (ANQ-RN).

#### Fonds d'archives du CRDAT

*Assemblée générale*, CERNOQ, Rouyn, 30 mars 1969, p. sans pagination, 08-Y, P14/1-5, Assemblée générale et congrès 1969.

*L'organisation socio-politique et administrative de l'Abitibi-Témiscamingue*, 4<sup>e</sup> partie, [s.l.n.d.p.], 08-Y, P14/4, Mémoire au Gouvernement.

*Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : document de travail*, [s.l.n.d.], p. sans pagination, 08-Y, P14/4.

*Fernand Drapeau, Extrait d'une causerie sur la régionalisation*, 1965, 08-Y, P14/8, extrait du journal *La Presse*, 14 décembre 1965, p. 4.

#### Fonds d'archives de la Société d'histoire de Rouyn-Noranda

*Le développement social : Quelques problèmes majeurs, premier exposé*, [s.l.n.], 1970, p. 7, CDSNOQ, 08-Y, P117-2/5-120, Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois - document de travail, 1969-1970 -.

*Témiscamingue : Un comté à la recherche d'une province*, [s.l.n.d.], p. sans pagination, GARIEPY, Gilles, 08-Y, P117/1-27, Nord-Ouest québécois, coupures de presse, 1960-1971.

Fonds d'archives du Conseil de développement social du Nord-Ouest québécois

*Communiqué de presse*, [s.l.], 26-08-66, CONSEIL ÉCONOMIQUE RÉGIONAL ET CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional, -communiqué de presse-, p. 1-2.

*Résolution*, CONSEIL ÉCONOMIQUE RÉGIONAL ET CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être régional, p. sans pagination.

*L'orientation du Conseil de Bien-Être Régional : communiqué de presse*, [s.l.], 16-11-66, CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - communiqué de presse -, p. 1.

*Les activités du Conseil de bien-être régional d'Abitibi inc. : communiqué de presse*, [s.l.], 12-07-66, . CONSEIL DE BIEN-ÊTRE RÉGIONAL, 08-Y, P21/3-77, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - communiqué de presse -, p. 1-2.

*11<sup>e</sup> province que seras-tu?*, [s.l.n.d.], p. 1, MARQUIS, Jean-Pierre, 08-Y, P21/3-77, Campagne du conseil du Bien-Être Régional – communiqué de presse -.

*Retranscription d'une émission de télévision avec Monsieur Marcel Gagnon, président du Conseil de Développement Social du Nord-Ouest Québécois*, [s.l.], 30 septembre 1970, 08-Y, P21/4-93, Campagne du Conseil du Bien-Être Régional - Télévision -, p. sans pagination.

B) Documents gouvernementaux

QUÉBEC (PROVINCE), OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. *Démographie régionale du Québec, 1951-1976*. Coll. « Les schémas régionaux », [s.l.n.], 1978.

QUÉBEC (PROVINCE), DÉPARTEMENT DES MINES. *L'industrie minière de la province de Québec*, Québec, Ministère des Mines et des Pêcheries maritimes, Service des Mines, 1952.

QUÉBEC (PROVINCE), MISSION DE PLANIFICATION DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS. *Résumé de l'esquisse du plan*, Québec, Gouvernement du Québec, 1971, 81 p.

## C) Documents imprimés

CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : présentation générale*, [s.l.n], 1971, 20 p.

CERNOQ et CDSNOQ. *Le développement de la région Abitibi-Témiscamingue : L'orientation du développement et de l'action de développement*, [s.l.n], 1971, 32 p.

CERNOQ. « Quelques éclaircissements sur la planification et les structures de planification au Québec », *Les feuillets du CERNOQ*, Coll. « Les feuillets du CERNOQ », volume 2, numéro 1, [s.l.], 1970, p. 7.

CERNOQ. « Le CERNOQ prend position sur le programme de travail de la Mission de planification », *Les feuillets du CERNOQ*, Coll. « Les feuillets du CERNOQ », volume 2, numéro 3, [s.l.], 1970, p. 3.

COULON, Jacques. « Une onzième province au Canada? Les nordistes parlent de sécession », *Perspectives*, volume 9, no 2, 1967, p. 2-4.

CRDAT. *L'Abitibi-Témiscamingue : économie en pleine croissance*, « Rapport annuel – 1978-1979 », [s.l.n], 1979, p. sans pagination.

*La problématique de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08*, Coll. « Les schémas régionaux », [s.l.], Office de planification et de développement du Québec, 1978, 224 p.

OUELLET, Gérard. *Un royaume vous attend : l'Abitibi*, Québec, Ministère de la colonisation, 1950, 83 p.

ROBERGE, François. « Réal Caouette fait-il le jeu des Libéraux? », *Sept jours*, no 51-52, 13 septembre 1969, p. 9-11.

## D) Entrevues

ROUSSON, Vincent. *Entrevue avec John Doe*, 555 Boulevard de l'hôtel de ville, Val-d'Or, 27 juillet 1998, Entrevue (20 minutes). Nom et adresse fictive afin de respecter l'anonymat de la personne interviewée.

ROUSSON, Vincent. *Entrevue avec Jean-Pierre Bélanger*, 911 Avenue Brébeuf, Val-d'Or, 31 août 1999, Entrevue (45 minutes).



E) Articles de journaux et articles de revues (par ordre chronologique)

Les Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda possèdent un inventaire exhaustif d'articles de journaux publiés pendant la période visée par cette étude (articles de journaux locaux et nationaux). J'ai ainsi dépouillé la période 1950 à 1972.

« L'Abitibi demeure-t-il colonie économique de l'Ontario? » *Le Devoir*, 1er octobre 1957, p. sans pagination.

VIGEANT, Pierre. « La catastrophe qui menace l'Abitibi et la province », *Le Devoir*, jeudi 12 mai 1960, p. 4.

« Québec accomplit un effort de «régionalisation économique », *Les Affaires*, 11 octobre 1965, p. 10.

DRAPER, Michel. « La solution de désespoir d'une annexion au nord de l'Ontario », *Le Devoir*, 1966, p. 3.

ROY, Maurice. « L'Abitibi veut se séparer du Québec : une onzième province ? » *Le Petit Journal*, 13 novembre 1966, p. 26 et 55.

DUMAS-GAGNON, Evelyn. « L'Abitibi fait au Québec le «coup du séparatisme», *Le Devoir*, 25 septembre 1967.

BOUCHARD, Yvonne et Marie FONTAINE. « La province d'Abitibi, la onzième? », *Actualité*, janvier 1968, p. 40-43.

BOUVIER, Réal. « Le Nord-Ouest québécois vit le suspense du développement économique : Une population éloignée, oubliée par les gouvernements et traitée en parent pauvre », *La Presse*, Montréal, mercredi 23 septembre 1970, p. A5.

« Un rapport pas encourageant – Le premier ministre Bourassa », *L'Écho d'Amos*, 3 février 1971, p. 11.

« Les objectifs du gouvernement dans le Nord-Ouest québécois », *L'Écho*, Val-d'Or, 31 mars 1971, p. 7.

« Le gouvernement applique les premiers soins sur un cadavre », *L'Écho*, Val-d'Or, 14 avril 1971, p. 14.

« Le Rapport : inventaire des misères du Nord-Ouest québécois », *L'Écho*, Val-d'Or, 14 avril 1971, p. 6.

GUY, Roger. « L'économie du Nord-Ouest fonctionne sur le modèle des pays colonisés », *L'Écho*, Val-d'Or, 5 mai 1971, p. B-1.



## 2. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

GOURD, Benoît-Beaudry. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue*, Rouyn, Université du Québec, 1973, 270 p.

GOURD, Benoît-Beaudry. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, supplément*, Rouyn, Université du Québec, 1975, 214 p.

GOURD, Benoît-Beaudry et Hélène LAVALLÉE. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, deuxième supplément*, Rouyn, Université du Québec, 1977, 202 p.

GOURD, Benoît-Beaudry et André BELAND. *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, troisième supplément*, Rouyn, Centre de documentation régionale, 1979, 94 p.

## 3. ÉTUDES

### A) Livres

BERRY, Reginald *et al.* *Regionalism and National Identity, Multi-Disciplinary Essays on Canada, Australia, and New-Zealand*, New-Zealand, Association for Canadian Studies in Australia and New-Zealand, University of Canterbury, 1985, 586 p.

BOISMENU, Gérard *et al.* *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1983, 217 p.

CAMERON, David M. *et al.* *Regionalism and Supranationalism, Challenges and Alternatives to the Nation-State in Canada and Europe*, London, The Institute for Research on Public Policy/L'Institut de recherches politiques, 1981, 138 p.

CHATILLON, Colette. *L'histoire de l'agriculture au Québec*, Montréal, Éditions l'étincelle, 1976, 125 p.

CROWLEY, Terry *et al.* *Clio's Craft : A Primer of Historical Methods*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1988, 310 p.

DESROSIERS, Lawrence *et al.* *Un aperçu général sur le développement régional au Québec*, Québec, École nationale d'administration publique, 1987, 50 p.

DUGAS, Clermont. *Les régions périphériques : défi au développement du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1983, 253 p.

EVERETTE, Stephen. *Oral History, techniques and Procedures*, <http://www.army.mil/cmh-pg/books/oral.htm>, 8 juin 1999.

FORTIN, Honorius. *L'urgence et l'importance de la mise en place de structures régionales*, Val-d'Or, [s.n.], 1967, 9 p.

GAGNON, Gabriel *et al.* *Québec 1960-1980. La crise du développement*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, [s.d.], 500 p.

GAGNON, Nicole et Jean HAMELIN. *Méthodes des sciences humaines : l'histoire orale*, [s.l.], Éditions Edisem inc., 1978, 95 p.

GRAVEL, Alain. *Centenaire de l'Abitibi en territoire québécois, 1898-1998*. Rouyn-Noranda, Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue, 1998, 154 p.

LINTEAU, Paul-André *et al.* *Histoire du Québec contemporain, tome II. Le Québec depuis 1930*, Québec, Les Éditions du Boréal, 1989, 834 p.

PAQUIN, Normand. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, 2<sup>e</sup> édition, Coll. «Cahiers du département d'histoire et de géographie », Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1981, 172 p.

PESHANSKI, Denis *et al.* *Histoire politique et sciences sociales*, Bruxelles, Éditions complexe, 1991, 285 p.

PROULX, Marc-Urbain *et al.* *Le phénomène régional au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1996, 317 p.

VINCENT, Odette *et al.* *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Coll. « Les régions du Québec », 7, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 759 p.

## B) Périodiques

ASSELIN, Maurice. « Le rôle de la frontière dans les relations entre le Nord-Ouest Québécois et l'Ontario », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », 4, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1979, p. 177-229.

BARRETTE, Roger. « Le plan Vautrin et l'Abitibi-Témiscamingue, 1934-1936 », *L'Abittibi-Témiskaming, hier et aujourd'hui*, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975, p. 92-155.

DESHAIES, Laurent. « Le développement économique de l'Abitibi-Témiscamingue. Essai de prospective ou esquisse d'une géographie du futur de la région. Deuxième partie. », *De l'Abittibi-Témiskaming*, Coll. « Cahiers du Département d'histoire et de géographie », numéro 3, Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1976, p. 63-110.

LAPLANTE, Robert. « La colonisation en Abitibi-Témiscamingue : un bilan de la recherche », *Recherches sociographiques*, vol. XXVIII, n<sup>os</sup> 2-3, 1987, p. 415-433.

« Le régionalisme à travers le monde. Entretien avec André Patry », *Critère*, numéro 24, hiver 1979, p. sans pagination.

*Oral History Evaluation Guidelines*,

[http://www.baylor.edu/Oral\\_History/Introduction.html](http://www.baylor.edu/Oral_History/Introduction.html), 8 juin 1999.

SAVARD-PLOURDE, Bibiane et Noël SAVARD. « L'industrie manufacturière du Nord-Ouest Québécois », *De l'Abbitibbi-Témiskaming*, Coll. « Cahier du Département d'histoire et de géographie », Rouyn, Collège du Nord-Ouest, 1975.